



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-quatrième session
Rome, 9-10 septembre 1998

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT AU

ROYAUME DU LESOTHO

POUR

**LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'AGRICULTURE DE
MONTAGNE**



TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE 1: ACTIVITÉS ANTÉRIEURES DU FIDA DANS LE PAYS	iv
CARTE 2: ZONE DU PROGRAMME	v
RÉSUMÉ DU PRÊT	vi
NOTE DE PRÉSENTATION	vii
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Données d'expérience	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Lesotho	2
DEUXIÈME PARTIE - LE PROGRAMME	4
A. Zone du programme et groupe cible	4
B. Objectifs du programme	5
C. Composantes	5
D. Coûts et financement du programme	9
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	11
F. Organisation et Gestion	11
G. Justification économique	13
H. Risques	14
I. Impact sur l'environnement	14
J. Aspects novateurs	15
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	15
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	15
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	17



APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD LOANS AND GRANTS IN LESOTHO (PRÊTS ET DONS ANTÉRIEURS DU FIDA AU LESOTHO)	2
III. SUMMARY OF PROGRAMME DESCRIPTION (DESCRIPTION SUCCINCTE DU PROGRAMME)	3
IV. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	5
V. COSTS AND FINANCING (COÛTS ET FINANCEMENT)	9
VI. ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION)	12
VII. FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS (ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE)	16



TAUX DE CHANGE

(Taux de change de la semaine du 13 avril 1998)

Unité monétaire	=	Loti (LSL)
1,00 USD	=	4,90 LSL
1,00 LSL	=	0,20 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

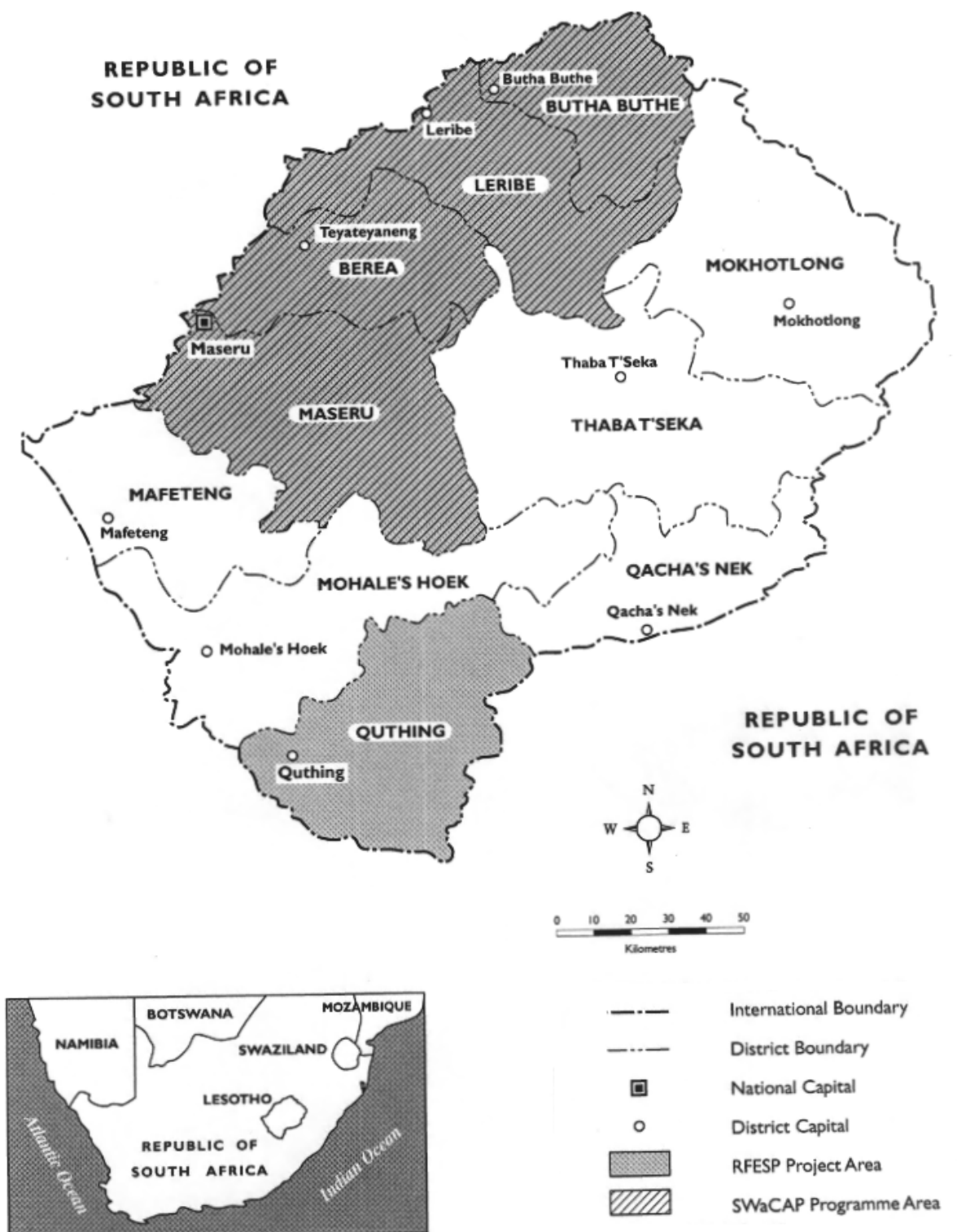
BSP/ONU	Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU
SEDA	Stratégies économiques de district pour l'agriculture
ONG	Organisations non gouvernementales
PDDAM	Programme de développement durable de l'agriculture de montagne

GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU LESOTHO

Année budgétaire

1^{er} avril - 31 mars

CARTE 1: ACTIVITÉS ANTÉRIEURES DU FIDA DANS LE PAYS
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'AGRICULTURE DE MONTAGNE



Source: Ministère de l'agriculture, Lesotho

Les appellations des données qui figurent sur cette carte n'impliquent de la part du FIDA aucune prise de position quant au tracé des frontières ou des limites, ni quant au statut administratif des territoires.

CARTE 2: ZONE DU PROGRAMME

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'AGRICULTURE DE MONTAGNE



Source: Ministère de l'agriculture, Lesotho

Les appellations des données qui figurent sur cette carte n'impliquent de la part du FIDA aucune prise de position quant au tracé des frontières ou des limites, ni quant au statut administratif des territoires.



ROYAUME DU LESOTHO

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'AGRICULTURE DE MONTAGNE

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION À L'ORIGINE DU PROGRAMME:	FIDA
EMPRUNTEUR:	Royaume du Lesotho
ORGANISMES D'EXÉCUTION:	Ministères de l'agriculture et des finances
COÛT TOTAL DU PROGRAMME:	10,9 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	6,35 millions de DTS (équivalent approximativement à 8,4 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEUR:	Aucun
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	2,5 millions de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU)



NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Les bénéficiaires directs du programme sont environ 26 270 ménages ruraux - soit près de 45% des habitants les plus pauvres des trois districts montagneux de Mokhotlong, Qacha's Nek et Thaba Tseka - qui ne peuvent satisfaire plus de la moitié des besoins minimaux nutritionnels journaliers de 2 500 calories. Environ 25-40% de ces ménages sont dirigés en droit ou en fait par une femme, notamment les ménages sans terre pratiquant l'agriculture artisanale. Seulement 7% des 60 000 ménages (315 000 personnes) habitant les trois districts de montagne couvrent eux-mêmes leurs besoins alimentaires tout au long de l'année. Quelque 80% de ces ménages ne peuvent couvrir que six mois de leurs besoins alimentaires par leur propre production et le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans accusant un retard de croissance est plus élevé dans ces trois districts que dans le reste du pays.

Pourquoi sont-ils pauvres? La pauvreté dans la zone du programme peut être attribuée à diverses causes: i) milieu se prêtant mal à la production agricole; ii) mauvaises techniques de culture et d'élevage en raison de l'insuffisance des services de soutien agricole; iii) vols de bétail qui ont des conséquences catastrophiques pour les petits exploitants, notamment lorsque ceux-ci sont privés d'animaux de trait pendant les périodes critiques de campagnes agricoles; iv) base de ressources naturelles dégradée; v) accroissement démographique; vi) enfin, fléchissement des envois de fonds des travailleurs migrants employés dans les mines d'Afrique du Sud.

En quoi le programme va-t-il les aider? Le programme devrait accroître les revenus agricoles des ménages grâce: i) à l'amélioration et la diversification de la production agricole en système traditionnel de culture sans irrigation et en système d'exploitation Machobane, notamment l'agriculture artisanale des ménages sans terre; ii) à l'introduction d'une technique simple de micro-irrigation par gravité; iii) à la multiplication et la distribution de semences améliorées par les agriculteurs eux-mêmes; iv) enfin à l'amélioration de la production animale par le biais du perfectionnement des zootechnies, notamment l'introduction de mesures rationnelles pour freiner et supprimer les vols de bétail et améliorer en qualité et en quantité la production de laine et de mohair. En outre, le programme renforcera les capacités institutionnelles dont les administrations de districts décentralisées ont besoin pour assurer efficacement et économiquement des services de soutien agricoles de base répondant aux besoins et aux priorités des ménages ruraux. Enfin, le programme appuiera la recherche et la mise au point de matériel agricole et équipement améliorés pour traction animale conçus pour rendre moins dures les opérations agricoles qui sont principalement effectuées par les femmes, en qualité d'exploitantes ou d'ouvrières agricoles. Les activités d'agroforesterie bénéficiant de l'appui du programme contribueront également à alléger la corvée de bois qui incombe aux femmes.

Comment les bénéficiaires participeront-ils au programme? En premier lieu, la formulation des *stratégies économiques de district pour l'agriculture (SEDA) qui doit être menée à bien pendant la première année d'exécution du programme sera fondée sur des enquêtes initiales visant à faire évaluer par les bénéficiaires leurs besoins pressants et leurs priorités. Ces stratégies seront indispensables pour la conception d'un service unifié de vulgarisation et la formulation du programme de recherche agricole. En second lieu, les stratégies de district et les évaluations rurales participatives annuelles qui suivront fourniront des données importantes pour la tenue des ateliers de chefs de village auxquels assisteront les bénéficiaires, le personnel de terrain du Ministère de l'agriculture et des représentants des organisations communautaires et *non gouvernementales (ONG). Les recommandations émanant de ces ateliers serviront à formuler des initiatives de développement bien adaptées et des budgets pour les activités qui seront mises en oeuvre au titre du programme dans le cadre du plan de travail et budget annuel. En outre, les bénéficiaires entreprendront eux-mêmes la multiplication et la distribution des semences améliorées tandis que l'aménagement des parcelles de démonstration à l'exploitation dans le cadre du programme sera assuré par les agents du Ministère de l'agriculture en collaboration avec les bénéficiaires.



**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT
AU ROYAUME DU LESOTHO
POUR
LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE
L'AGRICULTURE DE MONTAGNE**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt au Royaume du Lesotho, d'un montant de 6,35 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,4 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Programme de développement durable de l'agriculture de montagne. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL
ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹**

A. L'économie et le secteur agricole

1. Le Royaume du Lesotho est un pays montagneux enclavé, situé sur un haut plateau dont l'altitude atteint au maximum 3 350 m et est entièrement entouré par l'Afrique du Sud. Les terres arables ne représentent que 9% de son territoire, qui se compose en majeure partie de parcours adaptés à l'élevage extensif. Les précipitations sont irrégulières et le pays est exposé à des sécheresses, des averses de grêle et des hivers très durs. Plus de 85% de la population (environ 2 millions d'habitants) vivent en milieu rural. L'accroissement démographique est estimé à environ 2,1% par an. Le Lesotho a pour principal partenaire commercial l'Afrique du Sud qui assure 95% et 40% des importations et des exportations, respectivement. Il fait partie de la zone Rand et est membre de l'Union douanière d'Afrique australe. Les taxes sur les échanges perçues par l'Union douanière représentent environ 50% des recettes fiscales du Lesotho. Les travailleurs migrants en Afrique du Sud représentent environ 15% des effectifs salariés et leurs envois de fonds tiennent une place importante dans le produit national brut (PNB) du pays.

2. La situation économique du Lesotho s'est beaucoup améliorée ces dernières années à la suite de l'appui à l'ajustement structurel offert par les institutions d'aide bilatérales et multilatérales. Le produit intérieur brut réel a augmenté en moyenne de plus de 8% par an entre 1991 et 1996 tandis que le PNB ne s'accroissait que de 6% par an en raison du fléchissement des envois de fonds des travailleurs migrants. L'accroissement du PIB a été alimenté par la réalisation du Projet de mise en valeur des eaux des plateaux du Lesotho qui doit permettre au pays d'exporter de l'eau vers l'Afrique du Sud et d'en tirer potentiellement des recettes estimées à 40 millions de USD par an. L'inflation est tombée de 19,5% en 1991 à 8,5% par an en 1997. Le déficit budgétaire qui dépassait 9% du PNB en

¹ Pour plus de précisions, voir l'appendice I.



1988/89 s'est transformé en un excédent de 3,5% en 1996. De même, la balance des comptes courants extérieurs s'est soldée par un excédent équivalant à 8,5% du PIB tandis que les réserves de devises sont passées de l'équivalent d'un mois d'importations à sept mois. Alors que les secteurs des services (45%) et de l'industrie manufacturière (41%) dominent l'économie, le secteur agricole qui fournit environ 14% du PIB fait vivre bien plus de 55% de la population.

3. Le Lesotho bénéficie d'un avantage comparatif limité en agriculture. La production végétale se compose principalement de maïs, de sorgho et de blé, cultures qui occupent 90% de la superficie plantée. Malgré les mesures visant à assurer l'autosuffisance en céréales, le Lesotho a dû importer en moyenne l'équivalent de plus de la moitié de ses besoins céréaliers au cours des 10 à 15 dernières années. Le cheptel national s'est stabilisé à environ 600 000 bovins et 2 millions de petits animaux depuis une vingtaine d'années. Dans l'ensemble, les résultats du secteur agricole ont été moyens ou médiocres ces dix dernières années en raison des insuffisances de l'analyse, de la formulation et de la mise en oeuvre de la politique sectorielle, des capacités institutionnelles faibles, des modes d'occupation des terres restrictifs, du manque de coordination des programmes de développement agricole et des limitations des ressources naturelles. Le gouvernement a lancé récemment un programme de politique sectorielle et des réformes institutionnelles comportant la libération des échanges et la levée du contrôle des prix des produits de base, la privatisation des entreprises d'État et la décentralisation.

B. Données d'expérience

4. L'examen récent du portefeuille de prêts du pays et l'évaluation focalisée du Programme de conservation des sols et de l'eau ainsi que d'agroforesterie ont permis de tirer divers enseignements importants de l'expérience du FIDA au Lesotho: i) les contraintes pesant sur la petite agriculture font privilégier le recours aux systèmes d'exploitation à faible risque et à haut rendement comme le système de "Machobane"; ii) les partenariats avec les ONG et le secteur privé sont utiles pour renforcer la capacité du gouvernement à fournir des services d'appui de base répondant aux besoins et aux priorités des ménages ruraux; iii) il est plus économique et indispensable pour la continuité et la durabilité que les activités du programme soient mises en oeuvre par le truchement du cadre institutionnel existant; iv) des arrangements clairs de coordination, organisation et gestion du programme ont une importance capitale pour assurer sa mise en oeuvre ponctuelle; v) l'accroissement de la productivité agricole est fortement conditionné par des investissements complémentaires dans les infrastructures sociales comme la fourniture d'eau potable, l'enseignement primaire, les soins de santé, les routes d'accès rurales etc.; vi) enfin, la durabilité des investissements des projets est proportionnelle au niveau et à l'ampleur de la participation des bénéficiaires. Il a été pleinement tenu compte de ces enseignements dans la conception du Programme de développement durable de l'agriculture de montagne (PDDAM).

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Lesotho

5. Le FIDA a axé sa stratégie pour le Lesotho sur l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages et de la nutrition familiale au moyen d'investissements visant à faire passer les populations pauvres d'une culture de dépendance à la participation autonome à l'économie fondée sur l'amélioration de la productivité des petites exploitations. Le Projet de commercialisation et de crédit agricoles a contribué à accroître la production et les disponibilités vivrières du pays dans le contexte d'une sécheresse prolongée. Le Projet de soutien aux initiatives locales a favorisé la sécurité alimentaire des ménages et augmenté les revenus des ruraux pauvres dans le district de Quthing en créant des réseaux de micro-irrigation par gravité appartenant aux agriculteurs et gérés par eux et de petites entreprises hors exploitation. Le Programme de conservation des sols et de l'eau ainsi que d'agroforesterie a démontré que des initiatives visant à éradiquer la pauvreté peuvent être mises en oeuvre avec succès parallèlement à l'amélioration de la gestion et de l'utilisation des ressources naturelles par le biais de services d'appui branchés sur la demande. Le Projet de financement rural et



d'appui aux entreprises qui est en cours permettra aux groupes ruraux d'épargne et de crédit de devenir de bons intermédiaires financiers de base dans le cadre des directives générales prudentes de la Banque centrale. En tant que partie intégrante du Programme d'investissement dans le secteur agricole, le PDDAM contribuera à faire de la stratégie nationale du FIDA un moyen d'influer sur l'orientation des réformes institutionnelles et politiques au profit des groupes les plus pauvres de populations rurales basotho.

Politique d'éradication de la pauvreté du Lesotho

6. Le Lesotho a un PNB par habitant de 670 USD qui le classe parmi les pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure, mais près de 50% des ménages basotho sont pauvres en raison de la répartition inéquitable des revenus. Divers indicateurs sociaux ont enregistré de fortes améliorations depuis l'indépendance en 1966. Ainsi, l'espérance de vie est passée de 42,9 ans en 1960 à 61 ans en 1995; la mortalité infantile a diminué de moitié, tombant de 149 à 79 pour mille et le taux d'alphabétisation des adultes est maintenant proche de 70%. Cependant, le Lesotho n'est encore classé que 137^e pays sur 175 dans les Indicateurs du développement humain de 1997; 13 pays d'Afrique subsaharienne ont obtenu de meilleurs résultats. En matière de développement, le gouvernement a pour objectif principal d'atténuer la pauvreté en accroissant la productivité dans le secteur agricole pour servir de base à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages et à la création d'emplois; il a formulé les stratégies opérationnelles suivantes, qui sont au coeur même du programme de lutte contre la pauvreté rurale (Programme d'investissement dans le secteur agricole): i) mise en place d'un secteur agricole efficace au moyen de réformes institutionnelles et politiques; ii) amélioration de l'utilisation des terres et de la gestion des ressources naturelles, notamment réforme du régime d'occupation des terres; iii) élargissement de la base de production de l'économie rurale; iv) création d'un service de vulgarisation agricole unifié dynamique et efficace; v) renforcement des capacités locales; vi) enfin, décentralisation des pouvoirs en faveur des administrations de district et des organisations communautaires en vue d'accroître la responsabilité et la transparence.

Activités de lutte contre la pauvreté financées par d'autres donateurs importants

7. À la Table ronde de novembre 1997, qui avait pour thème principal "Réduction de la pauvreté dans le contexte de la bonne gestion des affaires publiques", les donateurs bilatéraux et multilatéraux sont convenus d'axer à l'avenir leur aide au développement sur la lutte contre la pauvreté dans les cinq districts de montagne et les zones périurbaines de Maseru où la pauvreté est particulièrement grave; en effet, 50% des ménages dont la consommation est inférieure à 25% du niveau national moyen (ultrapauvres) vivent dans ces zones. Le gouvernement et les donateurs ont décidé que le programme de lutte contre la pauvreté serait axé sur les réformes institutionnelles et politiques, la décentralisation, les soins de santé primaires, l'enseignement technique, professionnel et non scolaire, l'exploitation des possibilités d'agriculture durable pour améliorer la sécurité alimentaire, le développement du secteur informel, les programmes spéciaux de création d'emplois, la conservation de l'environnement et la transformation du Lesotho Highlands Revenue Fund en fonds social afin de financer des infrastructures indispensables dans les cinq districts de montagne, notamment dans la zone du programme.

Stratégie du FIDA au Lesotho

8. Malgré les contraintes de la production agricole, les zones montagneuses jouissent d'un environnement sain, de pâturages alpins naturels et de parcours se prêtant à l'élevage extensif et à la production de laine et de mohair. L'une des grandes stratégies du PDDAM consiste à exploiter ce potentiel pour accroître la productivité et les revenus des ménages. La deuxième consiste à faire du PDDAM en tant que partie intégrante du Programme d'investissement dans le secteur agricole un outil pour orienter les ressources en faveur des groupes les plus pauvres de populations rurales basotho. La troisième stratégie consiste à renforcer de façon financièrement rationnelle les capacités



institutionnelles des administrations de district afin qu'elles puissent bien répondre aux besoins et aux priorités des ménages ruraux, notamment des paysans sans terre; enfin, la quatrième stratégie consiste à veiller à ce que les ruraux pauvres jouent un rôle de plus en plus grand dans la définition de la nature et de l'ampleur des services de soutien de base à l'agriculture au moyen de consultations répétées et de collaboration.

Raison d'être du programme

9. Les trois districts montagneux de Mokhotlong, Qacha's Nek et Thaba Tseka ont la proportion de ménages pauvres et ultrapauvres la plus élevée du pays. Environ 72% de la population de la zone visée par le programme (soit 228 000 personnes) sont pauvres ou ultrapauvres; ces deux catégories comprennent les ménages dont la consommation familiale représente moins de 50% et de 25%, respectivement, du niveau moyen nécessaire pour couvrir les besoins minimaux journaliers (2 500 calories). La pauvreté dans les districts de montagne peut être attribuée aux causes suivantes: i) le milieu qui ne se prête pas aux cultures; ii) les mauvaises techniques de culture et d'élevage; iii) la base de ressources naturelles limitée et dégradée; iv) l'accroissement démographique; v) la baisse des envois de fonds des travailleurs migrants; vi) enfin, les vols de bétail. Le PDDAM s'attaquera à un certain nombre de ces obstacles en effectuant des investissements pour améliorer la productivité agricole, sans négliger bien entendu l'utilisation et la gestion durables des ressources naturelles.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROGRAMME

A. Zone du programme et groupe cible

10. La zone du programme comprend trois des cinq districts montagneux du pays et couvre une superficie d'environ 1,07 million d'hectares, soit 35% du territoire national. Elle compte au total environ 315 000 habitants, soit approximativement 60 000 ménages, et a donc une densité de population relativement faible de 25,4 habitants au km². Toutefois, la population est très dispersée dans des hameaux isolés et les infrastructures médiocres gênent l'accès et les communications. La zone du programme comprend approximativement 67% de parcours qui abritent la majeure partie du cheptel du pays, mais sont en grande partie inaccessibles en hiver, d'où de graves problèmes d'alimentation du bétail. L'exploitation est fondée sur un système de production extensif à bas coefficient d'intrants et d'extrants, caractérisé par des rendements trop faibles pour assurer l'autosuffisance alimentaire au niveau des ménages. Seulement 7% des ménages de la zone parviennent à assurer eux-mêmes leurs besoins alimentaires par leur production pendant toute l'année, tandis que 80% environ ne peuvent les assurer que pendant 6 mois. Le retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans a une incidence particulièrement forte dans les districts de montagne allant de 36% dans celui de Thaba Tseka à 40% dans celui de Qacha's Nek. Ces districts se situent au-dessous de la moyenne nationale en ce qui concerne des indicateurs sociaux clés comme l'eau salubre, l'assainissement, l'accessibilité à l'enseignement et le niveau d'éducation.

11. Le ménage moyen se compose d'environ 5 personnes mais comprend une proportion élevée de personnes à charge, soit 53% d'enfants et 7% de personnes âgées. Chaque ménage compte en moyenne 1,88 travailleur, chiffre suffisant pour exploiter la superficie cultivée moyenne d'environ 1,3 hectare. Toutefois, les ménages dirigés par une femme peuvent rencontrer des problèmes de main-d'oeuvre, notamment pour la préparation des terres et le labour; environ 16% de ces ménages pratiquent le métayage à cause du manque d'animaux de trait plutôt que du manque de terres. Les ménages ont tous des jardins familiaux, dont la production pourrait s'accroître grâce à la culture intensive et à l'horticulture. Quelque 25-40% des ménages de la zone du projet sont dirigés en droit ou en fait par une femme. Les activités du programme ont donc été conçues de façon à viser les



ménages pratiquant l'agriculture qui reçoivent peu ou pas de fonds de l'étranger, les ménages dirigés par une femme et les paysans sans terre.

B. Objectifs du programme

12. Le PDDAM a été formulé en février 1997 et fait partie du Programme d'investissement dans le secteur agricole dont l'objectif principal est d'améliorer la productivité de l'agriculture grâce à la fourniture efficace et rationnelle de services de soutien de base répondant aux besoins et aux priorités des exploitants. Bien que les réformes institutionnelles et politiques aient d'abord progressé lentement dans le cadre de ce dernier programme, à la fin de l'année passée les résultats étaient suffisants pour faciliter la préévaluation d'un projet de politique agricole et de renforcement des capacités financé par l'Association internationale de développement de concert avec le PDDAM. Le principal objectif du PDDAM est d'améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des ménages des ruraux pauvres dans les trois districts de montagne de Mokhotlong, Qacha's Nek et Thaba Tseka, de promouvoir la participation systématique des bénéficiaires à la planification et à l'exécution des programmes, et de renforcer les capacités institutionnelles des administrations de district. Ce programme devrait aussi accroître les revenus agricoles des ménages grâce au développement et à la diversification des cultures, à l'amélioration de la production animale, à la stabilisation des parcours et à la mise en place d'un service unifié et décentralisé de vulgarisation agricole adapté aux besoins des petits exploitants.

C. Composantes

13. Le programme a quatre grandes composantes: i) développement et diversification des cultures; ii) production animale améliorée; iii) services de soutien à l'agriculture; iv) renforcement des capacités locales.

Développement et diversification des cultures

14. Cette composante appuiera les investissements visant à améliorer les techniques culturales dans le cadre du système traditionnel de culture sans irrigation, à étudier et diffuser une variante du système d'exploitation Machobane adapté au milieu de montagne, y compris l'agriculture artisanale, et à promouvoir la multiplication des semences, l'horticulture, la micro-irrigation et l'agroforesterie. Ce sont les mauvaises techniques culturales qui constituent le principal obstacle à l'accroissement de la productivité du système traditionnel de cultures sèches. Ce programme promouvra des paquets techniques de lutte contre les adventices et les ravageurs qui soient à la portée des ménages d'agriculteurs et organisera des démonstrations à l'exploitation pour la formation des agriculteurs. On estime qu'environ 7 500 petits exploitants auront adopté les techniques de culture améliorée dans le cadre du système traditionnel de culture sans irrigation d'ici la fin de la mise en oeuvre du programme.

15. **Système d'exploitation Machobane.** Il s'agit d'un système de cultures relais intensif qui utilise des produits organiques pour améliorer la fertilité des sols et la rétention d'humidité, réduire les risques de mauvaises récoltes et stabiliser la productivité des terres. Cette technologie permet d'assurer l'autosuffisance alimentaire des ménages sur la base d'un acre de terre cultivable et évite aux agriculteurs d'acheter des engrais et des produits agrochimiques coûteux. Elle a été adoptée avec succès par environ 3 000 petits exploitants qui cultivent quelque 2 500 acres. Sa réussite repose sur une formation intensive, elle-même fondée sur des changements de mentalité afin de renforcer la confiance des agriculteurs en leur propre capacité de parvenir à l'autosuffisance tout en comprenant bien les limitations des ressources naturelles. En collaboration avec la Fondation pour le développement agricole Machobane, le PDDAM appuiera l'adoption d'une variante du système Machobane adaptée en milieu de montagne par environ 2 100 petits exploitants et 1 500 ménages sans terre pratiquant l'agriculture artisanale.



16. **Multiplication des semences.** À l'heure actuelle, les petits exploitants utilisent principalement des semences provenant de la récolte précédente. Il est urgent d'assurer l'approvisionnement régulier des districts de montagne en semences améliorées en mettant en place des capacités locales de multiplication et de distribution de semences de qualité sur des bases commerciales. Le programme appuiera la création de banques semencières appartenant à environ un millier d'agriculteurs et gérées par eux pour produire des semences commerciales qui seront vendues aux exploitants et aux ménages de paysans sans terre. Afin de satisfaire la demande existante de fruits et de légumes frais, le programme installera un abri pour la multiplication et la reproduction des jeunes plants d'arbres fruitiers au niveau du district, ainsi qu'environ 25 pépinières villageoises qui seront gérées par des ménages à des fins lucratives.

17. **Production de légumes.** La production dans la zone du programme pourrait être intensifiée à l'aide de l'introduction de la micro-irrigation par gravité utilisant des asperseurs directs ou des arroseurs au goutte-à-goutte. La topographie de la zone et les disponibilités d'eau de surface se prêtent parfaitement à ce genre d'irrigation. Le PDDAM encouragera l'introduction de la technologie simple et peu coûteuse mise au point dans le cadre du Projet de soutien aux initiatives locales qui est déjà largement adoptée par les petits paysans des districts de basse altitude. Environ 200 exploitants disposant de moins de 2 acres chacun devraient investir dans ce genre de réseau de micro-irrigation.

18. **Agroforesterie.** L'érosion en nappe et le ravinement provoquent des pertes de sol considérables dans la zone du programme et des mesures de correction sont donc indispensables pour stabiliser la base de ressources naturelles. Les agriculteurs connaissent bien les problèmes que posent la formation de "donga" et l'absence d'arbres pour se procurer du bois de feu, du fourrage et des matériaux de construction. Ils réclament des essences appropriées de jeunes plants et jeunes arbres à replanter et s'y intéressent vivement. Le programme créera dans les trois districts une vingtaine de pépinières appartenant aux ménages, aux écoles, aux organisations communautaires ou aux conseils de développement villageois et gérés par eux, et entreprendra des campagnes pour sensibiliser les ménages aux avantages de la protection de l'environnement.

Amélioration de la production animale

19. Les excellents pâturages montagnards, le climat frais et les ressources d'eau de surface facilement accessibles donnent aux ménages la possibilité d'accroître les revenus de leurs exploitations en améliorant la production animale, particulièrement celle des petits animaux - surtout ovins et caprins - qui constitue la principale source de revenu des petits exploitants grâce à la vente de laine et de mohair. Toutefois, le niveau de leurs productions de viande et de fibres est très bas en raison de la mauvaise santé des animaux et des techniques d'élevage médiocres. Le petit bétail souffre d'une mauvaise nutrition, surtout en hiver et au printemps lorsque les animaux restent au village et sont nourris de résidus de récolte à valeur nutritive basse, d'où une perte de poids, une santé médiocre, un poids faible à la naissance et des fibres peu solides. En collaboration avec l'Association des producteurs de laine et de mohair, le PDDAM établira des parcelles de démonstration pour former les agriculteurs à la production et à la conservation de fourrage de qualité en vue de nourrir les bêtes en hiver. Les vols de bétail sont très fréquents dans les zones de montagne et les agriculteurs perdent ainsi des animaux de trait et des reproducteurs. En particulier, la disparition de boeufs de trait bien dressés empêche le petit exploitant d'effectuer les opérations essentielles de la campagne agricole comme la préparation des champs et les semis. En outre, les vols de bétail privent les petits exploitants et les paysans sans terre de leur seule source sûre de revenus en espèces. Avec la coopération des éleveurs, le programme introduira des mesures financièrement rationnelles pour réduire ou éliminer ces vols au moyen d'une campagne de prévention bien organisée visant à identifier tous les propriétaires de bétail ainsi qu'à suivre et à surveiller les mouvements d'animaux.



20. **Qualité des fibres.** Le Lesotho est en retard par rapport aux principaux pays producteurs/exportateurs en ce qui concerne la qualité de la laine et du mohair. En conséquence, les éleveurs obtiennent des prix relativement bas équivalant à environ 50% du prix de vente aux enchères sur les marchés où joue la concurrence. La mauvaise qualité des fibres peut s'expliquer par la contamination des "deuxièmes tontes", les taches, les petits lots mis en vente, enfin la faible longueur et la qualité inégale des fibres d'un même lot. Ces défauts sont eux-mêmes dus à l'absence de classement des ovins par catégorie et de choix de mâles reproducteurs de qualité bien adaptés aux caractéristiques des troupeaux reproducteurs, à la pratique persistante de la tonte à la lame et à la formation insuffisante des tondeurs. Le programme introduira, sur de bonnes bases financières, l'équipement nécessaire pour garantir la qualité des produits; il assurera également la formation des classificateurs d'ovins et des tondeurs, et améliorera le cheptel de l'élevage spécialisé d'ovins reproducteurs de Mokhotlong.

21. **Santé animale.** Les performances médiocres des troupeaux et la mortalité élevée peuvent être imputées à l'insuffisance des soins de santé animale, notamment sur le terrain, comme le montrent la présence de parasites internes et externes et l'absence de services épidémiologiques assurant la surveillance et le diagnostic des maladies. Les agriculteurs n'ont pas les moyens financiers d'administrer des anti-elminthiques chaque trimestre conformément aux recommandations. En outre, les centres d'amélioration du cheptel ne disposent pas de médicaments vétérinaires en quantité suffisante et, dans de nombreux cas, les installations de bains antiparasitaires sont si mal situées, mal conçues ou mal entretenues qu'elles deviennent dangereuses pour l'environnement. Le PDDAM appuiera l'aménagement d'environ 36 bains par immersion en tranchée pour réduire le stress des animaux et assurer une protection de l'environnement acceptable; la moitié des bains seront installés dans des zones de pâturage qui n'ont aucun équipement de ce genre et les autres remplaceront des citernes peu étanches ou mal conçues qui sont dangereuses pour l'environnement. En outre le programme fournira du matériel épidémiologique de base, assurera la formation du personnel et créera des fonds renouvelables au niveau du district pour assurer l'approvisionnement en temps voulu de médicaments à usage vétérinaire qui seront revendus aux agriculteurs par les centres d'amélioration du cheptel. Il financera également une brève mission de consultation pour étudier et mettre en place des mécanismes réalistes de recouvrement des coûts qui correspondent aux besoins et aux moyens financiers des petits éleveurs.

22. **Gestion des parcours.** Les techniques de gestion des parcours étaient traditionnellement liées à l'autorité des grands chefs qui organisaient la transhumance du bétail des basses terres aux stations d'élevage de haute altitude. Bien que ces pouvoirs soient passés aux conseils de développement villageois, certains parcours se sont dégradés en raison de la forte densité du bétail et du surpâturage, surtout autour des villages, entraînant l'appauvrissement du couvert végétal qui a accéléré l'érosion. Le Ministère de l'agriculture a commencé à créer des associations d'éleveurs et a entrepris de délimiter des zones de gestion des parcours en vue d'en renforcer l'aménagement et l'exploitation durables. Jusqu'ici, cinq associations d'éleveurs ont été constituées et trois aires ont été délimitées et déclarées zones de gestion. L'année dernière, 25 acres de parcours relevant de trois conseils de développement villageois ont été réensemencés en plantes fourragères améliorées par les villageois eux-mêmes. Le PDDAM poursuivra cette action positive en créant dix associations d'éleveurs supplémentaires et en délimitant dix autres zones de gestion.

Services de soutien à l'agriculture

23. La réussite du PDDAM en matière de diversification des cultures, d'accroissement de la productivité et d'amélioration de la production animale sera largement conditionnée par l'aptitude des administrations des districts à fournir des services de soutien agricole de base répondant aux besoins et aux priorités des petits exploitants. Or, jusqu'ici, la recherche et la vulgarisation agricoles



n'ont guère bénéficié d'investissements dans la zone du programme et les infrastructures de base sont généralement inexistantes, en mauvais état ou insuffisantes, de sorte que le niveau et la qualité des services de soutien ne se sont pas améliorés ou ont même fléchi avec le temps. Le gouvernement projette de rationaliser et d'harmoniser les diverses méthodes de vulgarisation promues et pratiquées par les agriculteurs dans le cadre de différents projets de développement financés par des donateurs en mettant en place un système unifié de vulgarisation fondé sur une approche multidisciplinaire et participative. Le PDDAM soutiendra cette initiative en renforçant les capacités institutionnelles des administrations de district et des organisations communautaires de façon à améliorer la planification, la coordination et l'exécution des campagnes de vulgarisation, les démonstrations, la formation des vulgarisateurs et des agriculteurs et la préparation et la production d'auxiliaires de vulgarisation et de matériel pédagogique. Le programme appuiera la remise en état et le renforcement des infrastructures et installations indispensables pour attirer et conserver du personnel qualifié, fournir l'appui logistique nécessaire pour assurer la mobilité du personnel et offrir une assistance technique appropriée de courte à moyenne durée.

24. **Recherche.** Au Lesotho, la recherche agricole manque d'unité et n'a guère de liaisons avec les services de vulgarisation ni les agriculteurs pour lesquels elle travaille en dernier ressort. Le gouvernement étudie comment rationaliser et simplifier les activités futures du système national de recherche agricole. Avec l'aide du Projet de politique agricole et de renforcement des capacités, le programme, l'orientation future et le cadre institutionnel de la recherche agricole devraient être formulés et fixés au cours des 12 prochains mois. À l'heure actuelle, aucune recherche importante n'est en cours dans la zone agro-écologique de montagne, et la sous-station de Thaba Tseka ne possède ni infrastructure, ni équipement, ni personnel. Afin de compléter la composante de développement et de diversification des cultures, le PDDAM appuiera la recherche sur les cultures de plein champ de remplacement, les technologies de production améliorée, l'amélioration du système d'exploitation Machobane, la possibilité d'introduire le blé d'hiver dans la campagne agricole et le potentiel des techniques d'exploitation agricole des terres en pente; il recensera les avantages et les inconvénients du recours aux animaux de trait et à l'équipement connexe pour économiser le travail; enfin, il remettra en état et renforcera les installations de la sous-station.

Renforcement des capacités locales

25. La mise en place de moyens de coordination, de planification et de suivi est indispensable à la bonne gestion et à la bonne utilisation des ressources publiques limitées disponibles en régime décentralisé. Le PDDAM renforcera les capacités institutionnelles des administrations de district à coordonner, gérer, surveiller, suivre et évaluer les initiatives de développement rationnellement et en temps voulu. Dans l'attente de la création d'unités de planification de district, un fonctionnaire de programme sera affecté à chaque district et chargé d'aider le personnel de district et de terrain à établir ses plans de travail et budget annuels avec la participation des bénéficiaires; il devra également suivre la mise en oeuvre et faciliter la liaison entre les agents de programme, les ONG, les bénéficiaires et les autres organismes de développement travaillant dans le district. Le PDDAM appuiera en outre l'initiative du Ministère des finances tendant à améliorer et renforcer les politiques/procédures comptables des bureaux subsidiaires de comptabilité de district chargés de la préparation, de la tenue et de l'établissement des comptes et états financiers du programme en vue des vérifications annuelles, tout en étant chargés d'importantes fonctions de trésorerie comme les

services de caisse. Le Ministère des finances a déjà entrepris une action pilote pour renforcer les bureaux comptables subsidiaires de trois autres districts et le PDDAM soutiendra cette initiative dans les trois districts de montagne, notamment la création d'une nouvelle unité de vérification interne des comptes.

D. Coûts et financement du programme

26. Le coût total du programme est estimé à 10,9 millions de USD (60,7 millions de LSL), dont des provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers de 1,2 million de USD. Le coût en devises est estimé à 4,5 millions de USD, soit 46% du coût total du programme, et la provision pour aléas d'exécution représente 3% des coûts de base. La provision pour aléas financiers est estimée à 10%, compte tenu de l'inflation intérieure et internationale prévue pendant la période de mise en oeuvre du projet. Aucune taxe n'est incluse dans les coûts unitaires, car les achats des services de l'État sont exonérés d'impôt. Les coûts totaux du programme ventilés par composante sont présentés brièvement au tableau 1 ci-après.

TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROGRAMME^a
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
Développement et diversification des cultures	331,4	208,6	540,0	39	6
Amélioration de la production animale	683,5	482,8	1 166,3	41	12
Services de soutien à l'agriculture	2 272,1	2 303,2	4 575,3	50	47
Renforcement des capacités locales	1 905,8	1 482,3	3 388,1	44	35
Coût total de base	5 192,8	4 476,9	9 669,7	46	100
Provision pour aléas d'exécution	181,6	75,7	257,3	29	3
Provision pour aléas financiers	532,3	392,8	925,1	42	10
Coûts totaux du projet	5 906,7	4 945,4	10 852,1	46	112

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

27. Le programme proposé sera financé par un prêt de 8,4 millions de USD du FIDA, soit 77,5% du coût total du programme, destiné aux dépenses d'investissement. Le gouvernement fournira une contribution de 2,5 millions de USD, soit 23% du coût total du programme pour couvrir les dépenses renouvelables dans le cadre du Programme d'investissement dans le secteur agricole. Le plan indicatif de financement par composante du programme est présenté au tableau 2 ci-après.

↵ Do not delete this section break - it contains information about the **PORTRAIT** section above ↑

TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

	Gouvernement du Lesotho		FIDA		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Développement et diversification des cultures									
1. Agronomie	10,7	2,4	433,1	97,6	443,8	4,1	98,9	344,9	-
2. Horticulture	3,1	3,5	86,9	96,5	90	0,8	83	7,1	-
3. Irrigation	-	-	39,3	100	39,3	0,4	9,7	29,6	-
4. Agroforesterie	-	-	52,4	100	52,4	0,5	41,6	10,8	-
Total partiel	13,8	2,2	611,8	97,8	625,6	5,8	233,2	392,4	-
B. Amélioration de la production animale									
1. Cheptel	125,8	10,6	1 059,4	89,4	1 185,2	10,9	438,1	747,0	-
2. Gestion des parcours	-	-	87,3	100	87,3	0,8	82,6	4,7	-
Total partiel	125,8	9,9	1 146,7	90,1	1 272,5	11,7	520,8	751,8	-
C. Services de soutien à l'agriculture									
1. Vulgarisation	890,1	17,5	4 189,6	82,5	5 079,7	46,8	2 475,7	2 604,1	-
2. Recherche	34,3	17,4	162,1	82,6	196,4	1,8	147,7	48,7	-
Total partiel	924,4	17,5	4 351,8	82,5	5 276,1	48,6	2 623,3	2 652,8	-
D. Renforcement des capacités locales									
1. Coordination, gestion, suivi et évaluation	608,4	26,4	1 698,3	73,6	2 306,7	21,3	1 168,8	1 137,9	-
2. Bureaux comptables subsidiaires de district et vérification interne	768,7	56,1	602,4	43,9	1 371,1	12,6	399,4	971,8	-
Total partiel	1 377,1	37,4	2 300,7	62,6	3 677,9	33,9	1 568,2	2 109,7	-
Total	2 441,1	22,5	8411	77,5	10 852,1	100	4 945,4	5 906,7	-

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

⬇ Do not delete this section break - it contains information about the LANDSCAPE section above ⬆



PORTRAIT [page](#)

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

28. **Passation des marchés.** Les achats de biens et de services nécessaires au programme se feront conformément aux directives du FIDA en matière de passation des marchés compte tenu des conclusions de l'évaluation des passations de marché au niveau national effectuée par la Banque mondiale en novembre 1997. Les contrats de travaux de génie civil ne sont pas assez importants pour attirer des soumissionnaires étrangers et seront donc passés par voie d'appel d'offres local; tout contrat équivalant à plus de 50 000 USD sera soumis à l'examen préalable de l'institution coopérante. Les véhicules, l'équipement, l'outillage agricole et les matériaux seront regroupés en lots d'un certain montant pour les appels d'offres. Tout contrat dont le coût est estimé à plus de l'équivalent de 250 000 USD sera passé par voie d'appel d'offres international. Les divers contrats n'atteignant pas cette limite seront adjugés sur la base d'appels d'offres locaux. Tout contrat dont le coût est estimé à plus de 100 000 USD sera assujéti à l'examen préalable de l'institution coopérante. Les contrats concernant les services de consultants feront l'objet d'appels d'offres restreints conformément au directives de l'institution coopérante.

29. **Décaissements.** Sur la base des activités antérieures du FIDA dans le pays, le prêt sera décaissé sur une période de six ans, la date de clôture étant prévue au 30 septembre 2004. Le retrait de fonds du compte de prêt en vue de paiements au titre de contrats d'un coût inférieur à l'équivalent de 20 000 USD et de dépenses de formation locale se fera sur présentation de relevés des dépenses certifiés. Les pièces justificatives concernant ces relevés de dépenses seront centralisées et conservées par le Ministère de l'agriculture et le Ministère des finances pour être présentées aux missions périodiques de supervision et pour être présentées au cours de la vérification annuelle des comptes du programme. Les retraits de fonds concernant toutes les autres dépenses se feront sur présentation des pièces justificatives. Afin d'assurer des crédits budgétaires suffisants et les disponibilités liquides indispensables à la mise en oeuvre du programme en temps utile, le Ministère des finances ouvrira un compte spécial à la Banque centrale pour financer la part des dépenses autorisées revenant au FIDA. Ce compte sera libellé en dollars des États-Unis et doté d'un dépôt initial de 700 000 USD équivalant à la part des dépenses financées par le FIDA pour six mois au plus.

30. **Comptabilité et vérification des comptes.** Les méthodes de comptabilité publique en vigueur sont dans l'ensemble valables et conformes aux principes comptables généralement reconnus. Toutefois les codes comptables et budgétaires seront affinés pour établir, enregistrer et déclarer les dépenses par activité au niveau du district en vue de compléter les programmes de travail et budget annuels basés sur le district. Le vérificateur général des comptes fera en sorte que les comptes du programme pour chaque exercice financier soient vérifiés conformément aux règles généralement reconnues et le rapport de la vérification, y compris les opinions séparées sur les relevés de compte certifiés et le compte spécial, devront parvenir au FIDA et à l'institution coopérante au plus tard six mois après la clôture de l'année budgétaire.

F. Organisation et Gestion

31. **Gestion et coordination.** L'organisation et la gestion du programme seront pleinement intégrées dans le cadre institutionnel général de l'administration décentralisée des districts. C'est le secrétaire principal du Ministère de l'agriculture qui aura la responsabilité globale de la mise en oeuvre du programme. Un Comité de coordination du programme présidé par le Secrétaire principal du Ministère de l'agriculture et composé des directeurs des départements des Affaires économiques et de la commercialisation et des Services de terrain, du Contrôleur financier du Ministère de l'agriculture, des trois fonctionnaires agricoles de district et de représentants des Ministères des finances et de l'administration locale sera créé pour coordonner, diriger et suivre la mise en oeuvre



du programme. Ce comité se réunira deux fois par an, notamment pour assurer le contrôle budgétaire et financier en examinant et approuvant le programme de travail et budget annuel du programme, examiner les comptes vérifiés du programme, examiner et approuver les rapports d'activité et autres, et faire disparaître, le cas échéant, les obstacles ou goulets d'étranglement gênant la mise en oeuvre du programme. Un coordonnateur du programme nommé par le Comité de coordination sera chargé de la coordination et du suivi journalier des activités. Ce coordonnateur sera *ès qualités* Secrétaire du Comité de coordination du programme et sera secondé par un fonctionnaire de suivi et d'évaluation et par les trois fonctionnaires chargés du programme de district.

Modalités de mise en oeuvre et responsabilités

32. Mise en oeuvre du programme. Le principal outil de gestion sera le programme de travail et budget annuel dont la préparation renforcera la nature essentiellement participative du programme. Sur la base des stratégies économiques pour l'agriculture des districts qui doivent être établies pendant la première année et des évaluations rurales participatives qui suivront, le processus commencera par les ateliers de chefs de village organisés par les fonctionnaires de programme des districts en consultation avec le personnel de terrain de première ligne, auxquels participeront les bénéficiaires et des représentants des ONG et des organisations communautaires. Les ateliers passeront en revue les principaux besoins et priorités identifiés des bénéficiaires afin de formuler des initiatives de développement et des budgets d'activité appropriés à exécuter dans le cadre du programme. Au niveau du district, les fonctionnaires agricoles de district auront, en qualité de détenteurs des fonds, la responsabilité globale de la mise en oeuvre du programme. Toutefois la gestion journalière des activités sera confiée aux agents techniques chargés du sous-secteur au niveau du district ou du terrain.

33. Participation. Un processus de planification communautaire a déjà été lancé à titre expérimental dans deux des trois districts couverts par le programme. Au cours de ce processus, les agents de terrain de première ligne du Ministère de l'agriculture, du Ministère de l'administration locale et des Ministères de l'éducation et de la santé publique travaillent de concert à effectuer les évaluations rurales participatives et à organiser les ateliers pour chefs de village. Ces équipes multidisciplinaires ont ainsi appris à dégager les besoins jugés prioritaires par les communautés, à créer des groupes d'intérêts communs en milieu rural et à formuler des profils socio-économiques des plans d'utilisation des terres communautaires et des calendriers d'exécution pour les Conseils de développement villageois. Le PDDAM s'inspirera de cette expérience pour perfectionner et promouvoir la participation des pays bénéficiaires à la planification et à l'exécution du programme. Outre la préparation des programmes de travail et budget annuels sur la base des ateliers de chefs de village, le programme organisera environ 1 800 jours-homme de formation pour le personnel de district et de terrain, principalement en matière d'évaluation rurale participative et de techniques de vulgarisation.

34. Suivi et Évaluation. Le Ministère de l'agriculture ne dispose actuellement que de capacités institutionnelles fort limitées pour suivre et évaluer le déroulement et l'impact des initiatives de développement. Dans le cadre du Programme d'investissement dans le secteur agricole, le projet de politique agricole et de renforcement des capacités fournira au Ministère de l'agriculture l'appui nécessaire pour renforcer ses capacités. Le PDDAM mettra à disposition un des quatre animateurs de vulgarisation qui sera, entre autres, chargé d'aider le Ministère et les administrations de district à étudier et mettre en place le système de suivi et évaluation. Ce système, utilisé comme instrument de gestion, fera apparaître le niveau et l'ampleur de la participation des bénéficiaires, la pertinence des



activités du programme et leur effet et leur impact sur les revenus des ménages; il servira ainsi de complément aux programmes de travail et budget annuels, et aux systèmes de comptabilité financière et d'information de gestion. Un bilan à mi-parcours sera effectué pendant la troisième année d'exécution du programme.

G. Justification économique

35. Le taux global de rentabilité interne, analysé sur 15 ans, est estimé à 18%. Le taux de rentabilité économique global du programme est étroitement lié à l'amélioration de la production animale qui représente quelque 60% des avantages supplémentaires prévus et correspond bien aux ressources naturelles de la zone. Étant donné que le niveau de productivité global des cultures et de l'élevage dans la zone du programme est faible, le taux de rentabilité économique envisagé est réaliste, d'autant plus que les investissements nécessaires pour obtenir des améliorations sensibles entraînent des coûts différentiels minimaux.

36. **Avantages.** Le surcroît estimatif de revenu annuel tiré du programme par les ménages devrait varier de 149 LSL dans le cas des investissements visant à améliorer l'élevage en système traditionnel de culture sans irrigation, à 3 594 LSL dans le cadre du système d'exploitation Machobane avec amélioration de la production des petits animaux. La contribution prévue du programme à l'éradication de la pauvreté apparaît clairement si l'on compare les revenus accrus des ménages au seuil national de pauvreté qui s'établit à environ 3 780 LSL par ménage et par an. Au total, le programme permettra aux ménages vivant du système traditionnel de cultures sèches de couvrir durablement par leur propre production une plus grande part (70%) de leurs besoins alimentaires. En outre, les exploitants qui pratiqueront l'élevage amélioré des ovins bénéficieront d'un surcroît de revenu net de 430 LSL par an, qui sera suffisant pour satisfaire les besoins alimentaires familiaux non couverts par leur propre production. Les ménages qui adopteront le système d'exploitation Machobane sur un acre de terre couvriront de même tous leurs besoins alimentaires et ceux qui vivent uniquement de l'élevage pourront satisfaire convenablement leurs besoins nutritionnels. En outre, l'accroissement et la diversification des disponibilités de produits alimentaires permettront d'améliorer la situation nutritionnelle des membres les plus vulnérables des ménages.

37. **Bénéficiaires.** On estime qu'environ 26 270 ménages - soit 45% des ménages les plus pauvres des trois districts - tireront directement profit du programme (tableau 3). En outre, le PDDAM appuiera la recherche et le développement en vue d'améliorer la productivité de la traction animale et des outils agricoles de façon à rendre moins pénibles les travaux agricoles exécutés principalement par les femmes en qualité soit d'exploitants, soit d'ouvriers agricoles. En outre, les activités d'agroforesterie du programme allégeront encore la corvée du bois qui est confiée aux femmes.

TABLEAU 3. MÉNAGES BÉNÉFICIAIRES

Activité du programme	Nombre estimatif de ménages bénéficiaires
Production ovine et caprine	14 880
Exploitation non irriguée traditionnelle	7 532
Système d'exploitation Machobane	2 156
Jardins familiaux	1 490
Système d'exploitation irriguée	213
Total	26 271



H. Risques

38. Environ 50% des postes fixes du Ministère de l'agriculture dans les trois districts de montagne sont vacants. Les activités prévues pourraient être exécutées convenablement avec les effectifs actuels mais de nouveaux départs de personnel pourraient ralentir gravement la mise en oeuvre du programme. Afin de réduire ce risque, le programme prendra en charge le logement des agents, les locaux de bureaux, le transport et les indemnités indispensables de façon à attirer et garder des agents compétents et motivés. En outre, le gouvernement se propose de mettre en place un cadre de carrière pour le personnel qualifié, en offrant notamment des rémunérations concurrentielles compatibles avec les salaires dans la zone du Rand, et de favoriser la carrière des agents qui ont obtenu de bons résultats dans des lieux d'affectation isolés comme les districts de montagne. La réaffectation d'agents venant du siège du Ministère dans le cadre de la restructuration contribuera également à combler le déficit. Une part importante des fonds du programme sera affectée à l'amélioration de la santé animale grâce à la fourniture de médicaments vétérinaires avec remboursement des coûts, mais si le mécanisme de remboursement ne fonctionnait pas bien, ces activités pourraient tarder à donner des résultats. Pour réduire cet inconvénient, le programme établira comme mesure à court et moyen terme des fonds renouvelables pour les médicaments jusqu'à ce que l'étude prévue pour déterminer le ou les meilleurs mécanismes de remboursement des coûts ait abouti à des conclusions et recommandations.

I. Impact sur l'environnement

39. Le PDDAM a été conçu compte dûment tenu de la fragilité de l'environnement des districts de montagne. Il ne prévoit aucun accroissement de la superficie destinée à la production végétale ni aucune augmentation du cheptel. L'étude et l'adoption d'une variante du système d'exploitation Machobane adaptée aux zones de montagne permettront de renforcer au maximum la conservation des sols et des eaux et d'accroître la fertilité des sols grâce à la rotation des cultures et à l'utilisation de fumier organique de ferme et de cendre de bois, sans recours aux produits chimiques non organiques. On estime qu'environ 3 500 acres de terres marginales pourraient être mis hors culture à la suite de l'adoption du système Machobane dans la zone du programme pour être consacrés à des pâturages ou à des cultures fourragères améliorées. Indépendamment de la distribution et de la plantation d'arbres pour obturer les ravines, les initiatives lancées dans le cadre du programme, notamment la remise en état des ouvrages de conservation des terres et des eaux stabiliseront l'utilisation des terres, surtout dans les zones les plus exposées à l'érosion.

40. La production animale devrait s'améliorer grâce à l'adaptation de meilleures techniques de santé animale et d'élevage qui permettront d'accroître la production de viande, de laine et de mohair en qualité comme en quantité. Les investissements du programme n'ont pas pour objectif d'accroître les effectifs des troupeaux des districts. Le cheptel amélioré aura besoin de consommer davantage de matière sèche par jour mais les taux de charge devraient diminuer légèrement tombant de 1,17 acre à 1,11 acre par unité de bétail ovin par suite de l'accroissement de la production fourragère dû, entre autres, au pacage différé ou par roulement, aux réserves de fourrage et aux cultures fourragères. En outre, l'amélioration des modèles et du nombre de bains antiparasitaires en tranchée bien situés qui remplaceront les citernes polluantes réduira les risques pour l'environnement dans les districts de montagne. Enfin, la mise au point de plans de pacage en collaboration avec les bénéficiaires, la constitution d'associations d'éleveurs, la délimitation de zones de gestion des parcours et la formation des agriculteurs apporteront aussi une contribution importante à la protection des ressources naturelles.



J. Aspects novateurs

41. Dans le cadre du Programme d'investissement dans le secteur agricole, le PDDAM offre au Fonds l'occasion d'influer - en association avec d'autres organismes d'aide bilatérale et multilatérale - sur un important programme d'investissement sectoriel qui devrait mieux répondre aux besoins et aux priorités des ruraux pauvres. Le renforcement des capacités institutionnelles locales au niveau du district et des organisations communautaires, conjugué à la participation des bénéficiaires à l'établissement des programmes de travail et budget annuels, améliorera le bien-fondé et la durabilité des investissements du programme. Indépendamment de l'étude socio-économique du système de production qui a précédé la formulation, le programme entreprendra, pendant la première année d'exécution, des enquêtes de référence qui serviront de base aux stratégies économiques pour l'agriculture des districts et seront suivies d'évaluations rurales participatives annuelles. En outre, l'adaptation du système d'exploitation Machobane à l'agro-écologie de montagne contribuera à améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des ménages dans les groupes les plus pauvres des populations rurales basotho. Enfin, l'introduction d'animaux de race améliorée et du classement par qualité de la laine contribuera aussi à accroître les revenus des ménages de façon durable.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

42. Un accord de prêt entre le Royaume du Lesotho et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

43. Le Royaume du Lesotho est habilité, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

44. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

45. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera au Royaume du Lesotho un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à six millions trois cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (6 350 000 DTS) venant à échéance le 15 juillet 2038 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Fawzi H. Al-Sultan



RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 7 août 1998)

1. Le Gouvernement du Royaume du Lesotho (ci-après dénommé le Gouvernement) allouera les crédits nécessaires pour le programme conformément au PTBA.
2. Il ne sera procédé à aucun retrait sur les fonds du prêt en ce qui concerne les dépenses:
 - a) relatives à toute année du programme tant que le PTBA de cette même année n'aura pas été examiné et approuvé par le FIDA;
 - b) relatives aux produits pharmaceutiques vétérinaires au titre du dispositif produits pharmaceutiques vétérinaires du programme, tant que le Gouvernement n'aura pas adopté des mesures de recouvrement des coûts agréées par le FIDA, conformément aux résultats et aux recommandations concertées d'une étude visant à affermir les mécanismes de recouvrement des coûts à la portée des ménages ruraux, étude qui sera menée au titre de la composante amélioration de la production animale du programme.
3. La prise d'effet de l'accord de prêt est subordonnée aux conditions additionnelles suivantes:
 - a) le Gouvernement a établi un comité de coordination du programme dont les membres sont les suivants: le Secrétaire principal, Ministère de l'agriculture, président; les directeurs des départements de la Planification économique et des Services de terrain, Ministère de l'agriculture; les trois fonctionnaires agricoles de district; des représentants des ministères des finances et de l'administration locale;
 - b) le Gouvernement a nommé ou affecté le coordonnateur du programme, les fonctionnaires chargés du programme de district et les fonctionnaires de suivi et évaluation (S&E) dont les qualifications et l'expérience sont jugées satisfaisantes par le FIDA.
4. Le Gouvernement veillera à ce que les codes comptables et budgétaires actuels soient élargis d'ici le 1er avril 1999 pour mieux contrôler, enregistrer et déclarer les dépenses du programme par activité ou sous-secteur à l'échelon du district.
5. Le Gouvernement veillera à ce qu'une étude soit menée d'ici le 31 décembre 1999 pour trouver le meilleur moyen de procéder au dessaisissement prévu de la commercialisation de la laine et du mohair. Le Gouvernement veillera en outre à soumettre les conclusions et recommandations de cette étude au FIDA pour examen et commentaires avant de mettre en application les recommandations convenues.

COUNTRY DATA

LESOTHO

Land area (km² thousand) 1994 1/	31	GNP per capita (USD) 1996 2/	670
Population (million) 1996 1/	2	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1986-95 2/	0.9
Population density (population per km²) 1995 1/	65	Rate of inflation, 1997 2/	8.5
Local currency	Loti (LSL)	Exchange rate: USD 1 =(April '98)	LSL 4.90
Social Indicators		Economic indicators	
Population (average annual rate of growth) 1980-95 1/	2.1	GDP (USD million) 1996 1/	900
Crude birth rate (per thousand people) 1995 1/	33	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1980-90	
Crude death rate (per thousand people) 1995 1/	11	1990-95	
Infant mortality rate (per thousand live births) 1995 1/	76	Sectoral Distribution of GDP, 1996 1/	
Life expectancy at birth (years) 1994 3/	61.3	% agriculture	14
Number of rural poor (million) 1/	0.8	% industry	41
Poor as % of total rural population 1/	54.0	% manufacturing	16
Total labour force (million) 1995 1/	0	% services	45
Female labour force as % of total, 1995 1/	38	Consumption, 1996 1/	
Education		Government consumption (as % of GDP)	17
Primary school enrolment (% of age group total) 1993 1/	98	Private consumption (as % of GDP)	85
Adult literacy rate (% of total population) 1995 3/	71.3	Gross domestic savings (as % of GDP)	
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita, 1992 3/	2 201	Merchandise exports, 1994 1/	143
Index of daily calorie supply per capita (industrial countries=100) 1992 3/	n.a.	Merchandise imports, 1994 1/	821
Prevalence of child malnutrition (% of children under 5) 1989-95 1/	21	Balance of trade	- 678
Health		Current account balances (USD million)	
People per physician, 1993 1/	24 094	before official transfers, 1996 1/	- 276
People per nurse, 1993 1/	2 040	after official transfers, 1996 1/	
Access to safe water (% of population) 1995 1/	57	Foreign direct investment, 1996 1/	23
Access to health service (% of population) 1988 1/	80	Net workers' remittances, 1996 1/	n.a.
Access to sanitation (% of population) 1995 1/	35	Income terms of trade (1987=100) 1995 1/	n.a.
Agriculture and Food		Government Finance	
Cereal imports (thousands of metric tonnes) 1994 1/	99	Overall budget surplus/deficit (as % of GDP) 1996 1/	-0.6
Food imports as percentage of total merchandise imports 1993 1/	n.a.	Total expenditure (% of GDP) 1993 1/	47.0
Fertilizer consumption (hundred grams of plant nutrient per arable ha) 1994/95 1/	n.a.	Total external debt (USD million) 1995 1/	659
Food production index (1989-91=100) 1995 1/	80	Total external debt (as % of GNP) 1995 1/	3.0
Food aid in cereals (thousands of metric tonnes) 1994-95 1/	15 247	Total debt service (% of exports of goods and services) 1995 1/	6.0
Land Use		Nominal lending rate of banks, 1995 1/	16.0
Agricultural land as % of total land area, 1994 1/	10	Nominal deposit rate of banks, 1995 1/	13.0
Forest and woodland area (km ² thousand) 1990 1/	n.a.		
Forest and woodland area as % of total land area, 1990 1/	n.a.		
Irrigated land as % of arable land, 1994 1/	0.9		

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 1997

2/ World Bank, *Atlas*, 1997



APPENDIX

3/ UNDP, *Human Development Report*, 1997



↑ Do not delete this section break - it contains information about the section above ↑
 LANDSCAPE page

PREVIOUS IFAD LOANS AND GRANTS IN LESOTHO

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/ Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Agricultural Marketing and Credit Project	IFAD	World Bank: IDA	g	04 Dec 80	11 Aug 81	31 Dec 88	G - I - 63 - LE	SDR	260 000	
Agricultural Marketing and Credit Project	IFAD	World Bank: IDA	hc	04 Dec 80	11 Aug 81	31 Dec 88	L - I - 55 - LE	SDR	4 850	98.2%
Local Initiatives Support Project	IFAD	UNOPS	hc	03 Dec 86	18 Mar 87	31 Oct 96	L - I - 199 - LE	SDR	4 050	84.5%
Soil and Water Conservation and Agroforestry Programme	IFAD	UNOPS	g	14 Sep 88	26 Apr 89	30 Jun 98	G - S - 11 - LE	USD	260 000	78.5%
Soil and Water Conservation and Agroforestry Programme	IFAD	UNOPS	hc	14 Sep 88	26 Apr 89	30 Jun 98	L - S - 13 - LE	SDR	6 000	76.1%
Rural Finance and Enterprise Support Project	IFAD	UNOPS	g	02 Dec 93	21 Dec 94	31 Mar 03	G - S - 38 - LE	USD	170 000	95.0%
Rural Finance and Enterprise Support Project	IFAD	UNOPS	hc	02 Dec 93	21 Dec 94	31 Mar 03	L - S - 40 - LS	SDR	2 950	44.8%

Note: g = grant
 hc = highly concessional



↑ Do not delete this section break - it contains information about the section above ↑

SUMMARY OF PROGRAMME DESCRIPTION

Programme Objectives

1. The overall objective of SADPMA is to improve the household food security and nutritional status of the rural poor in the three mountain districts primarily through the effective and efficient delivery of core agricultural support services responsive to the needs and priorities of smallholder farmers. To this end, SADPMA will promote the systematic participation of beneficiaries in programme planning and implementation, strengthen the institutional capacity of the district administrations as focal points for the formulation and execution of development initiatives within a decentralized institutional framework, and establish a participatory budgetary and programme planning process in tandem with a rigorous budgetary and financial accounting system that can be relied upon to improve accountability and transparency in the management and use of limited public resources.

2. The second objective of the programme is to increase household farm incomes through crop diversification and production, including promotion of simple low-pressure gravity-fed micro-irrigation, improved crop husbandry, enhanced natural resource use and management, and the multiplication of improved seed varieties by the farmers themselves. The SADPMA will also increase farm incomes by improving livestock production through better animal health and husbandry practices, the introduction of cost-effective measures to reduce and eliminate stock theft, and investments to improve both the quality and quantity of wool and mohair. The programme will support the stabilization of rangelands through pasture rehabilitation and better use and production of dry matter to ensure sustainable stocking rates critical for arresting land degradation.

Programme Description

3. The programme consists of four major components: (i) crop diversification and production; (ii) improved livestock production; (iii) agricultural support services; and (iv) local capacity building. The main thrust of the crop diversification and production component is to promote the adoption of improved crop husbandry practices under the TRS by about 7 500 smallholder farmers; develop an MFS variant suitable for the mountain agro-ecology for adoption by about 2 100 smallholder farmers and approximately 1 500 landless households engaged in backyard gardening; multiplication of improved seed varieties by about 1 000 farmers for sale to households in the three mountain districts; and the propagation of fruit and tree seedlings through the establishment of three shade houses at the district level combined with the development of about 45 seed nurseries owned and managed by households or CBOs. In addition, the programme will intensify vegetable production to meet existing demand by promoting the development of about 200 farmer-managed micro-irrigation systems based on the simple, inexpensive technology that was introduced under the IFAD-financed Local Initiatives Support Project and has proved quite popular in the neighbouring Quthing district.

4. In order to improve livestock production, the SADPMA will promote better animal health and husbandry practices, including the introduction of fodder and its conservation for winter and spring feeding, training for farmers, introduction of cost-effective measures to curb and/or eliminate stock theft, investments to improve the quality and quantity of wool and mohair, and the rehabilitation or upgrading of dipping facilities and associated support services in the three districts. The programme will also support the establishment of revolving drug funds at the district level, including a short-term consultancy to assess and firm-up realistic cost-recovery mechanisms that are within the reach of poor rural households. Furthermore, the SADPMA will support the formation of ten GAs and the demarcation and declaration of ten RMAs with a view to stabilizing the rangelands.



APPENDIX III

5. The improved crop and livestock production activities will be complemented by the planned strengthening of the institutional capacity of the district administrations as part of ASIP, including the development and establishment of a unified agricultural extension service, formulation and rationalization of the agenda and institutional framework for the national agricultural research system, and rehabilitation and upgrading of essential infrastructure required to, *inter alia*, attract and retain skilled personnel in remote duty stations such as the mountain districts.

Programme Benefits and Risks

6. **Benefits.** Incremental net annual incomes range from LSL 149 for investments to improve crop husbandry under the traditional rainfed farming system to LSL 3 594 under the MFS combined with improved smallstock. The potential for the programme to contribute to poverty eradication is evident from a comparison of the increased household incomes with the national poverty line of around LSL 3 780 per household per year. It is evident that the TRS remains a marginal activity. However, the adoption of MFS is expected raise the household farm income up to, or above, the poverty line. In sum, the programme will enable households that depend on the TRS to meet, in a sustainable manner, a higher proportion (70%) of their grain requirements from self-production. Additionally, each farmer undertaking improved sheep rearing will earn an incremental net income of LSL 430 per annum, sufficient to meet the shortfall in household grain requirements. Households adopting the MFS on one acre will become self-sufficient in grain, and households depending on livestock alone will be able adequately to meet their grain consumption needs. Furthermore, the availability of a greater volume and variety of foodstuffs will undoubtedly improve the nutritional status of the most vulnerable household members.

7. **Risks.** About 50% of the established posts for MOA in the three mountain districts are vacant. While the planned scale of activities can be effectively carried out with the existing staff levels, further staff losses could critically jeopardize the pace of programme implementation. In order to minimize this risk, the programme provides for essential physical infrastructure within the framework of ASIP, including staff housing, office facilities, transport and allowances with a view to attracting and retaining skilled, motivated personnel. Additionally, the Government plans to introduce a scheme of service for skilled manpower, including competitive remuneration packages compatible with the salary structure in the Rand zone, and to promote career development opportunities for staff that have performed well in remote duty stations such as the mountain districts. The redeployment of staff from MOA headquarters as part of the restructuring will also contribute to closing this gap. In addition, a sizeable proportion of programme benefits has been allocated for improving animal health through the provision of veterinary drugs on a cost-recovery basis but, should the cost-recovery mechanism fail to take-off, these benefits may be delayed. As a mitigating factor, the programme will establish revolving drug funds as a short- to medium-term measure pending the findings and recommendations of the planned study to assess the most appropriate cost-recovery mechanism(s).

LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Monitoring /Evaluation	Critical Assumptions/ Risks
<p>Goal: Poverty eradication through increased productivity in the agricultural sector.</p>	<p>1 .Increased farm incomes and productivity.</p> <p>2. Reduced malnutrition.</p> <p>3 .Improved standard of living among rural households in the three mountain districts.</p> <p>4. Enhanced role and status of women.</p>	<p>1 DESAs and associated baseline surveys</p> <p>2. Sample household status and income surveys</p> <p>3 Annual PRAs</p>	<p>Complementary social infrastructure developed using the Lesotho Highland Revenue Fund.</p>
<p>Programme Development Objectives: (i) improve household food security and family nutrition in the three mountain districts of Mokhotlong, Qacha's Nek and Thaba Tseka; (ii) increase household farm incomes in the three districts; (iii) improve the delivery of core agricultural support services responsive to the needs and priorities of poor smallholder farmers; (iv) strengthen the institutional capacity of the three districts' administrations; and (v) promote and encourage meaningful beneficiary participation in programme planning and implementation.</p>	<p>1. Reduced number and proportion of poor and ultra-poor households in the mountain districts</p> <p>2. Increase in household farm incomes</p> <p>3. Reduced proportion of children with stunting</p> <p>4. Increase in consumption levels from own production</p> <p>5. Increased yield per acre</p> <p>6 . Viability of investments made by farmers</p>	<p>1 AWP/B</p> <p>2 Quarterly, semi-annual, annual progress reports</p> <p>3 Supervision reports</p> <p>4. Field review visits by Project Controller, DPOs and M&E Officer</p> <p>5 Daily diaries and weekly/monthly returns prepared by beneficiaries and field-level staff</p> <p>6 Periodic surveys and analysis of viability of investments made or farming systems adopted by farmers</p> <p>7 Minutes of VHWs.</p>	<p>(a) Unified agricultural extension service established and operational</p> <p>(b) Reseach agenda established and operational</p> <p>(c) Attract and retain a critical mass of skilled staff in the remote mountain districts</p> <p>(d) Acceptable adoption rates for improved crop and animal husbandry practices</p>
<p>Output:</p> <p>1. Crop production increased and diversified</p>	<p>1.1 Field demonstration plots established at Extension areas (EAs)..</p> <p>1.2 Number of smallholder farmers trained and practising improved crop husbandry techniques under the TRS and MFS farming systems.</p> <p>1.3 Nos. of landless households trained and farming backyard gardens.</p> <p>1.4 Number of smallholder farmers trained and managing own micro-scale irrigation systems.</p> <p>1.5 Agricultural irrigation engineer redeployed to the research substation at Thaba Tseka</p>	<p>1.1.1 Supervision reports</p> <p>1.2.1 Annual work plan and budget</p> <p>1.3.1 Staff orientation and training plan</p> <p>1.4.1 Supervision reports</p> <p>1.5.1 Annual crop production surveys</p>	<p>Acceptable adoption rates for improved crop husbandry practices</p>



Narrative Summary	Key Performance Indicators	Monitoring/Evaluation	Critical Assumptions/Risks
	<p>1.6 Number of farmers and CBOs trained and managing own tree nurseries and improved seed multiplication plots.</p> <p>1.7 Quantity and quality of improved seed and tree seedlings produced and sold in the districts.</p>	<p>1.6.1 Annual PRAs and special studies</p>	
<p>Output:</p> <p>2. Livestock production improved</p>	<p>2.1 Fodder production and conservation demonstration plots established at LICs.</p> <p>2.2 Number of smallholder farmers trained in fodder crop production and conservation</p> <p>2.3 Quantity of fodder produced in each VDC</p> <p>2.4 Establishment of comprehensive village livestock registers, livestock transport permits and head tax introduced and operational</p> <p>2.5 Number of sheep, wool classers and shearers trained and certifactes awarded</p> <p>2.6 Quality replacement rams intoduced</p> <p>2.7 Daily sheep-shearing rate</p> <p>2.8 Epidemiological capacity of the district veterinary clinics strengthened and staff trained</p> <p>2.9 Number of plunge-dips built and dip-tanks closed</p> <p>2.10 Number of LICs rehabilitated</p> <p>2.11 Number and size of RMAs demarcated and declared and GAs promoted and formed</p> <p>2.12 Number and area of gullies plugged, contour banks repaired, cut-off drains and waterways built.</p> <p>2.13 Wool and mohair processing and marketing privatization study completed</p> <p>2.14 Cost-recovery mechanism for veterinary drug funds established</p> <p>2.15 Size of rangeland area rehabilitated</p>	<p>2.1.1 AWP/B</p> <p>2.1.2 Quarterly, semi-annual, progress reports</p> <p>2.1.3 Supervision reports</p> <p>2.1.4 Village livestock registers.</p> <p>2.1.5 Daily diaries and weekly/monthly returns prepared by field-level staff and beneficiaries</p> <p>2.1.6 Periodic household surveys</p> <p>2.1.7 Site verifications</p>	<p>Cost-recovery mechanisms for revolving drug funds and livestock head tax established and operational on time</p> <p>Pace of divesture of woolsheds</p>



Narrative Summary	Key Performance Indicators	Monitoring/Evaluation	Critical Assumptions/Risks
<p>Output:</p> <p>3. Core agricultural support services strengthened and made more responsive to the needs and priorities of smallholder farmers</p>	<p>3.1 Extension facilitators for the three districts appointed</p> <p>3.2 Unified agricultural extension service developed and operational</p> <p>3.3 Number of VHWs conducted and farmers involved in identifying and firming-up their own needs and priorities</p> <p>3.4 Quantity and quality of office facilities, staff housing units and other essential infrastructure rehabilitated, renovated, upgraded or constructed</p> <p>3.5 Number of study tours and in-service staff training (man days) completed</p> <p>3.6 Agricultural research agenda and institutional framework, including linkages with farmers and extension service, established and operational</p> <p>3.7 Researcher redeployed to the substation at Thaba Tseka</p> <p>3.8 Orientation and training of all district and field-level staff in the unified extension service and PRA methods.</p> <p>3.9 Technical training of crop personnel in improved TRS and MFS.</p>	<p>3.1.1 AWP/B</p> <p>3.1.2 Progress reports</p> <p>3.1.3 Supervision reports</p> <p>3.1.4 Field visits by DPOs, M&E Officer</p> <p>3.1.5 Architectural and quantity surveyor site verifications and certificates</p>	<p>(a) Staff acceptance of participatory methods</p>
<p>Output:</p> <p>4. Local institutional capacity strengthened at the district and field levels</p>	<p>4.1. Programme Coordination Committee established</p> <p>4.2 Programme Coordinator, M&E Officer, District Programme Officers appointed</p> <p>4.3 DAOs' accounts offices strengthened</p> <p>4.4 District sub-accountancies established and operational</p> <p>4.5 Internal Audit Unit in MOF established and operational</p> <p>4.6 Activity budget lines and accounting codes established by 31 March 1999</p> <p>4.7 AWP&B prepared on basis of VHWs consolidated by DPOs, and approved by PCC</p> <p>4.8 M&E system for the districts established and operational</p>	<p>AWP/B</p> <p>Quarterly semi-annual, annual progress reports</p> <p>Supervision reports</p> <p>Field visits by DPOs</p> <p>Annual audited programme accounts</p> <p>Site verifications</p>	<p>Timely placement of key staff to remote duty stations</p> <p>Timely compilation and audit of programme accounts</p> <p>Delayed or inadequate performance indicators</p>

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Monitoring/Evaluation	Critical Assumptions/Risks
Output: 5. Beneficiary participation promoted and assured	5.1 Level and scope of participation in DESAs and baseline surveys 5.2 Number of beneficiaries at VHWs 5.3 Number of VHWs planned and actually completed 5.4 AWP/B based on recommendations of beneficiaries attending VHWs. 5.5 Role of beneficiaries in research-extension-farmer linkages defined 5.6. Level of beneficiary attendance in annual review workshops 5.7 EAs and LICs' demonstration plots established with the collaboration of participating farmers 5.8 Farmers and members of GAs trained in improved crop and livestock production technologies and better natural resource use and management practices 5.9 Number of households aware of or benefiting from programme activities 5.10 Number of beneficiaries who have adopted improved crop and livestock production technologies under the programme	AWP/B Quarterly, semi-annual, annual reports Supervision reports Field visits by DPOs Diagnostic and special studies	Beneficiaries' confidence to speak up Farmers' willingness to participate in demonstrations



COSTS AND FINANCING

Components Programme Cost Summary

	(LSL '000)					(USD '000)				
	Local	Foreign	Total	% Foreign Exchange	% Total Base Costs	Local	Foreign	Total	% Foreign Exchange	% Total Base Costs
A. Crop diversification and production										
1. Agronomy	1 427.6	436.6	1 864.2	23	4	291.4	89.1	380.4	23	4
2. Horticulture	29.1	362.6	391.7	93	1	5.9	74	79.9	93	1
3. Irrigation	121.9	43.2	165.1	26	0	24.9	8.8	33.7	26	0
4. Agro-forestry	45	180	225	80	0	9.2	36.7	45.9	80	0
Subtotal	1 623.6	1 022.4	2 646	39	6	3 31.4	208.6	540	39	6
B. Improved livestock production										
1. Livestock	3 329.4	2 005.6	5 335	38	11	6 79.5	409.3	1 088.8	38	11
2. Range management	19.8	360	379.8	95	1	4	73.5	77.5	95	1
Subtotal	3 349.2	2 365.6	5 714.8	41	12	6 83.5	4 82.8	1 166.3	41	12
C. Agricultural support services										
1. Extension	10 919.6	10 620.7	21 540.3	49	45	2 228.5	2 167.5	4 396	49	45
2. Research	213.7	665	878.7	76	2	43.6	135.7	179.3	76	2
Subtotal	11 133.2	11 285.7	22 418.9	50	47	2 272.1	2 303.2	4 575.3	50	47
D. Local capacity-building										
1. Coordination, management, M&E	5 041.6	5 411.8	10 453.4	52	22	1 028.9	1 104.4	2 133.3	52	22
2. District sub-accountancies and internal audit	4 296.9	1 851.5	6 148.4	30	13	876.9	377.9	1 254.8	30	13
Subtotal	9 338.5	7 263.3	16 601.8	44	35	1 905.8	1 482.3	3 388.1	44	35
Total base costs	25 444.6	21 936.9	47 381.5	46	100	5 192.8	4 476.9	9 669.7	46	100
Physical contingencies	889.9	370.9	1 260.8	29	3	181.6	75.7	257.3	29	3
Price contingencies	6 970	5 111.9	12 082	42	25	532.3	392.8	925.1	42	10
Total programme costs	33 304.5	27 419.7	60 724.3	45	128	5 906.7	4 945.4	10 852.1	46	112



Expenditure Accounts Programme Cost Summary

	(LSL '000)					(USD '000)				
	Local	Foreign	Total	% Foreign Exchange	% Base Costs	Local	Foreign	Total	% Foreign Exchange	% Base Costs
I. Investment costs										
A. Civil works										
Construction of buildings (non-residential)	3 741.3	2 94.2	6 235.5	40	13	763.5	509	1 272.6	40	13
Construction of buildings (residential)	5136	3424	8560	40	18	1 048.2	698.8	1 746.9	40	18
Subtotal	8 877.3	5 918.2	14 795.5	40	31	1 811.7	1 207.8	3 019.5	40	31
B. Equipment										
Agricultural equipment	1.8	1 453.5	1 455.3	100	3	0.4	296.6	297	100	3
Office equipment & furniture	0	4532	4532	100	10	0	924.9	924.9	100	10
Other equipment & materials	0	1 574.3	1 574.3	100	3	0	321.3	321.3	100	3
Subtotal	1.8	7 559.8	7 559.8	100	16	0.4	1 542.8	1 543.2	100	16
C. Vehicles, motorcycles & bicycles										
Purchase of additional vehicles	0	3 339.2	3 339.2	100	7	0	681.5	681.5	100	7
D. Training	3 953.8	180	4133.8	4	9	806.9	36.7	843.6	4	9
E. Technical assistance	0	2 850	2850	100	6	0	581.6	581.6	100	6
F. Studies	2280	0	2280	0	5	465.3	0	465.3	0	5
G. Revolving funds	1 154.9	769.9	1 924.8	40	4	235.7	157.1	392.8	40	4
Total investment costs	16 267.8	20 617.1	36 884.9	56	78	3 320	4 207.6	7 527.5	56	78
II. Recurrent costs										
A. Personnel emoluments										
Salaries (New)	3 710	0	3 710	0	8	757.1	0	757.1	0	8
Allowances	500	0	500	0	1	102	0	102	0	1
Subtotal	4 210	0	4 210	0	9	8 59.2	0	859.2	0	9
B. Travel & transport										
Maintenance and repairs	1 137	200.6	1 337.6	15	3	232	40.9	273	15	3
Fuel and lubricants	89.3	527.9	617.2	86	1	18.2	107.7	126	86	1
Short-term hire	750	0	750	0	2	153.1	0	153.1	0	2
Equine hire	75	0	75	0	0	15.3	0	15.3	0	0
Subtotal	20 51.2	728.6	27 79.8	26	6	418.6	148.7	567.3	26	6
C. Operating costs										
Maintenance of public assets	2365	591.3	2 956.3	20	6	482.7	120.7	603.3	20	6
Running costs	550.5	0	550.5	0	1	112.3	0	112.3	0	1
Subtotal	2 915.5	5 91.3	3 506.8	17	7	595	120.7	715.7	17	7
Total recurrent costs	9 176.8	1 319.8	10 496.6	13	22	1 872.8	269.4	2 142.2	13	22
Total base costs	25 444.6	21 936.9	47 381.5	46	100	5 192.8	4 476.9	9 669.7	46	100
Physical contingencies	889.9	370.9	1 260.8	29	3	181.6	75.7	257.3	29	3
Price contingencies	6970	5 111.9	1 2082	42	25	532.3	392.8	925.1	42	10
Total programme costs	33 304.5	27 419.7	60 724.3	45	128	5 906.7	4 945.4	10 852.1	46	112

**Expenditure Accounts by Financiers
(USD '000)**

	Government		IFAD		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties and Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
I. Investment costs									
A. Civil Works									
Construction of buildings (non-residential)	-	-	1 472.5	100	1 472.5	14	588.9	883.5	0
Construction of buildings (residential)	-	-	2 027.1	100	2 027.1	19	810.8	1 216.3	0
Subtotal	-	-	3 499.6	100	3 499.6	32	1 399.8	2 099.8	0
B. Equipment									
Agricultural equipment	-	-	312.3	100	312.3	2.9	311.9	0.4	0
Office equipment & furniture	-	-	1 003.1	100	1 003.1	9.2	1 003.1	0	0
Other equipment & materials	-	-	357.1	100	357.1	3.3	357.1	0	0
Subtotal	-	-	16 72.5	100	1 672.5	15	1 672.1	0.4	0
C. Vehicles, motorcycles & bicycles									
Purchase of additional vehicles	-	-	735.3	100	735.3	6.8	735.3	0	0
D. Training	-	-	969.8	100	969.8	8.9	42.4	927.5	0
E. Technical assistance	-	-	615.1	100	615.1	5.7	615.1	0	0
F. Studies	-	-	505.4	100	505.4	4.7	0	505.4	0
G. Revolving funds	-	-	413.2	100	413.2	3.8	165.3	247.9	0
Total investment costs	-	-	8 411	100	8 411	78	4 630	3 781	0
II. Recurrent costs									
A. Personnel emoluments									
Salaries (new)	831.5	100	0	0	831.5	7.7	0	831.5	0
Allowances	112.1	100	0	0	112.1	1	0	112.1	0
Subtotal	943.5	100	0	0	943.5	8.7	0	943.5	0
B. Travel & transport									
Maintenance and repairs	320.8	100	0	0	320.8	3	48.1	272.7	0
Fuel and lubricants	147.6	100	0	0	147.6	1.4	126.2	21.4	0
Short-term hire	176.5	100	0	0	176.5	1.6	0	176.5	0
Equine hire	17.6	100	0	0	17.6	0.2	0	17.6	0
Subtotal	662.5	100	0	0	662.5	6.1	174.3	488.2	0
C. Operating costs									
Maintenance of public assets	705.5	100	0	0	705.5	6.5	141.1	564.4	0
Running costs	129.5	100	0	0	129.5	1.2	0	129.5	0
Subtotal	835.1	100	0	0	835.1	7.7	141.1	694	0
Total recurrent costs	2 441.1	100	0	0	2 441.11	23	315.4	2 125.7	0
Total disbursement	2 441.1	23	8 411	78	10 852.1	100	4 945.4	59 06.7	0





↑ Do not delete this section break - it contains information about the section above ↑

ORGANIZATION AND MANAGEMENT

1. The organization and management of the programme will be fully integrated into the mainstream institutional framework of the decentralized district administration, which will be strengthened as part of ASIP. The overall responsibility for programme implementation will rest with the Principal Secretary, MOA. A PCC chaired by the Principal Secretary, MOA, and comprising the Directors of DEM and DFS, the Financial Controller, MOA, the three DAOs and representatives of the Ministries of Finance and Local Government, will be established to coordinate, direct and monitor programme implementation. The PCC will have the right to co-opt other members, especially from NGOs, and to establish subcommittees on a standing or *ad hoc* basis in the interests of better programme management and implementation. The PCC will meet twice yearly to, *inter alia*, exercise budgetary and financial control through the review and approval of the Programme's AWP/B; review the programme's audited accounts and the report of such audit; review and approve the progress and other reports; resolve any impasse or bottlenecks that would otherwise impede programme implementation; and generally supervise programme implementation.

2. A PC will be appointed by the PCC with responsibility for the day-to-day coordination of programme activities. Administratively, the PC will be directly responsible to the Director, DEM, in recognition of that department's overall responsibility for sector policy analysis, formulation, planning and monitoring. The PC will be *ex officio* Secretary to the PCC. S(h)e will be assisted by the M&E officer and the three DPOs. The principal tasks of the DPO to be deployed to each district will be to assist the DAO, subsector heads at the district level, and field staff in drawing up their AWP/Bs with beneficiary participation, monitor their implementation, and facilitate liaison at district level between the programme staff, NGOs, beneficiaries and other development agencies operating in the district.

3. The key management tool for programme implementation will be the AWP/B, based on programme appraisal estimates and adjusted to reflect price changes and evolving government policies. Preparation of AWP/Bs will reinforce the fundamental participatory nature of the programme. Based on the DESAs to be completed in PY1, and on subsequent PRAs, the process will commence with the VHWs organized by DPOs in consultation with front-line field staff. The workshops will be attended by beneficiaries, field-level programme implementation staff and representatives of NGOs and CBOs. The workshops will review the identified principal needs and priorities of the beneficiaries as the basis for formulating responsive development initiatives and activity budgets for the subsector to be carried out and financed under the programme during the year.

4. The DAO, as warrant (budget) holder, will have overall responsibility for programme implementation at the district level. However, the day-to-day management of programme activities will rest with technical staff in charge of the subsector at the district or field level. Specifically, TRS demonstrations will be implemented at each extension area by the extension assistant or the agricultural demonstrator, in collaboration with participating farmers. The demonstration sites will be used throughout the cropping season to host field days, convene discussions and conduct farm walks. The extension area demonstrations for the MFS and the selection of landless farmers engaged in backyard gardening will be carried out in accordance with the recommendations of beneficiaries during the VHWs.

5. The multiplication of improved seed varieties by farmers will be supervised by the senior district crops officer who will, *inter alia*, help them identify reliable sources of supply in



collaboration with local NGOs and the seed multiplication unit. Under the supervision of the SDCO, the senior horticultural assistant will support and train CBOs or individuals in nursery establishment and management. The district forestry officer will have overall responsibility for the agro-forestry activities, but a nursery manager will be appointed to run the district shade house and extend propagation training to private nursery entrepreneurs. The forester and assistant forester will be directly responsible for supervising the nursery programme at the VDC level.

6. There are no established staff posts either for an agricultural irrigation engineer (AIE) or for irrigation technicians in the mountain districts. Therefore, an AIE will be redeployed from headquarters following decentralization and be stationed at the research substation in Thaba Tseka to supervise the development of micro-irrigation systems in the three districts. A technical assistant will be appointed to each district and trained by the AIE in the design, installation and operation of the micro-irrigation system..

7. Demonstrations for fodder conservation rations will be carried out at LIC level by the livestock assistant or the attendant under the supervision of the district livestock officer (DLO). Livestock surveillance will be the overall responsibility of the regional livestock officer stationed in Makhotlong. The registration of all livestock and the marking of all animals will be delegated to the livestock assistant or the attendant at each LIC under the supervision of the DLO. Farmers will be required to select their own individual earmark for all animals, a fire brand for equines and cattle, and a paint brand for smallstock. The VDCs will be required to maintain a village livestock register recording all livestock owners, their registered brands and earmarks, the species, number, type, and age of stock owned.

8. The DLO/livestock officer will be responsible for supervising programme activities geared to improving fibre quality. A sheep classing instructor and shearing instructor will be contracted from South Africa to train and improve the flock and sheep classing skills of the woolshed classers. The instructor will also train a cadre of professional shearers. The manager of the sheep stud farm at Makhotlong will be responsible for the selection of stud sires. The planned privatization of woolshed and dipping operations, together with divestiture of wool and mohair marketing, will be carried out through the Privatization Unit of MOA following a study to assess and determine the best option due to be completed under the APCBP by March 1999.

9. In line with the recommendations of beneficiaries during the VHW, the DLO will identify dip-tanks for replacement, the location of new plunge-dips to be installed in the rangeland, and the LICs to be rehabilitated. The operation of the revolving drug fund will be the responsibility of the veterinary officers at district level and a veterinary assistant in the district veterinary clinic will carry out the stock control. The mechanism for cost recovery will be the subject of a study to be carried out by a short-term consultant before disbursements can be made from the loan account in respect of the revolving funds.

10. Under the overall supervision of the range technical officer in each district, the pasture rejuvenation programme involving the reseeding and management of rehabilitated areas, will be supervised by the senior range assistant and the range assistant. The promotion of the GAs and the demarcation of RMAs will be carried out by the range management officer with direct technical backstopping provided by the RMA and GA Operation Section of the Range Management Division in Maseru. As a prerequisite, GA members will be required to construct pasture furrows and contour stone barriers to enhance pasture establishment prior to rangeland development as part of beneficiary contribution and participation.

11. The orientation and content of the unified agricultural extension service will be based on the needs and priorities of smallholder farmers as identified in the DESAs and subsequent annual PRAs.



APPENDIX VI

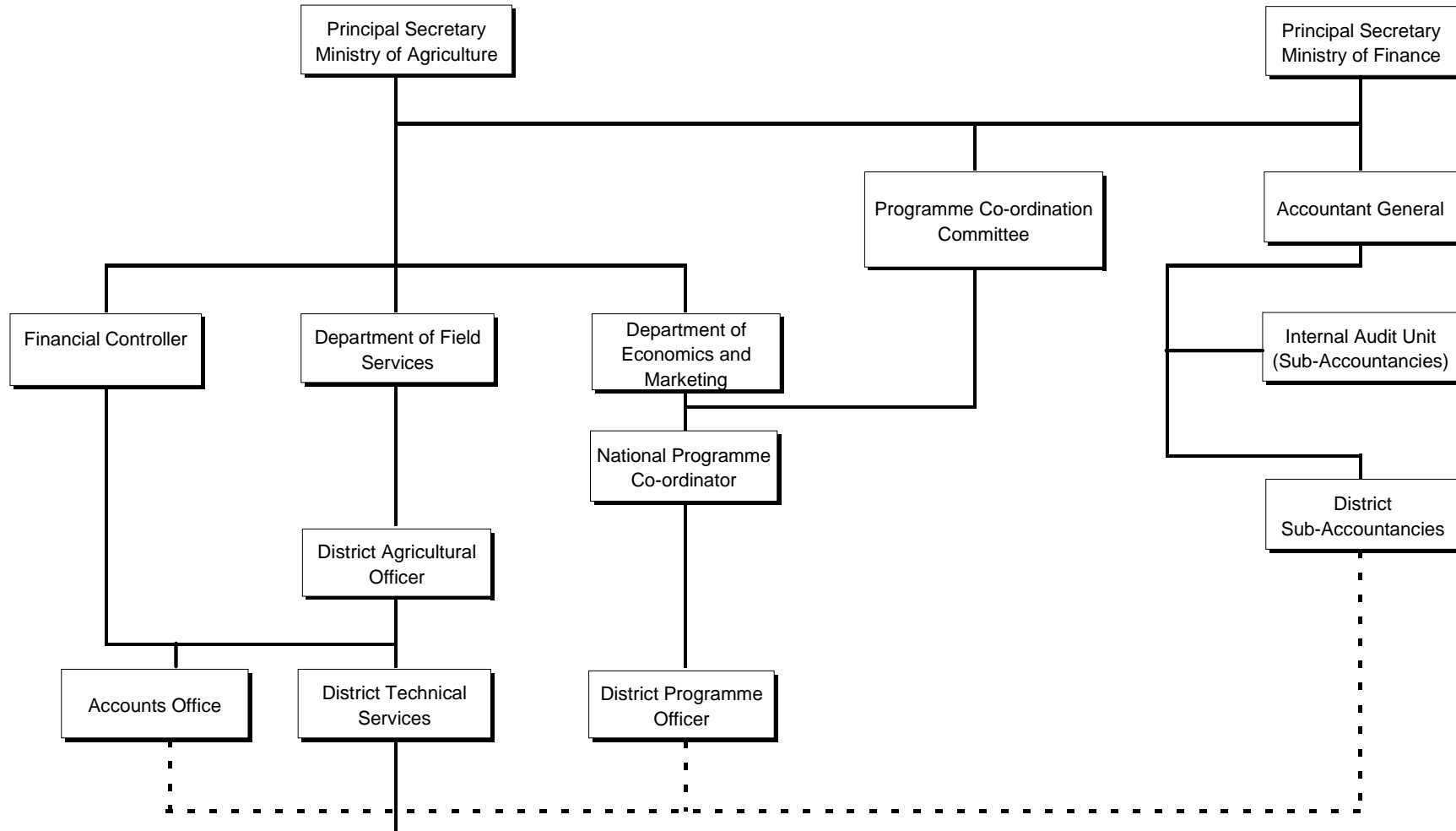
The district extension officer (DEO) and/or the area extension officer (AEO)^{2/} will be responsible for the planning and execution of all extension programmes. S(h)e will ensure that extension aids are procured and available to support technology dissemination, and will be responsible for planning and coordinating extension campaigns, demonstrations, staff in-service training programmes, study tours, formal farmer training at the farmer training colleges and the range management extension centres, and cross-visits by farmers to projects/enterprises in other districts. S(h)e will also oversee the preparation of extension material, technical notes, communication programmes and farmers' training material, and provide the link for effective technology transfer between the Highland Research Centre and field staff at the area resource centres (ARC) and the farmers. Technical constraints will be referred by the ARCs/LICs to the agricultural researcher through the DEO/AEO. All field staff will be provided with a diary, which will be completed on a daily basis describing the extension activities carried out. District extension staff will be supported and trained by the extension facilitator, who will be responsible, *inter alia*, for facilitating DESAs, developing a client-oriented research agenda, assisting in the establishment and orientation of the UES, supervising studies on extension methodology, and helping to monitor programme impact.

12. Similarly, the orientation and content of agricultural research will be based on the needs and priorities of smallholder farmers identified in the DESAs and subsequent annual PRAs. The programme will second a researcher from the Maseru Research Station to the Thaba Tseka substation. S(h)e will be responsible for the planning and execution of the research programme in all three districts. The field trials assistant/field research attendant will supervise the research work at ARC level.

^{2/} The districts usually have one in post. In the event of district extension coordinator (DEC) posts being created as a result of ASIP reorganization of MOA, SADPMA extension responsibilities would be transferred to the DEC.

ORGANIGRAM

CHART OF PROGRAMME ORGANIZATION





APPENDIX VII

↑ Do not delete this section break - it contains information about the section above ↑

FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS

1. The financial and economic analysis is based on crop and livestock production models for the key crops in the programme area (maize, wheat, sorghum, beans and peas), for the MFS, and for smallstock, mainly sheep and goats. The analysis assumes that world maize prices will decline by about 10% in the future and the prevailing retail prices of around LSL 1.8/kg for maize and LSL 2.7/kg for wheat flour in the Programme area have been adjusted accordingly. On this basis, the price of maize is estimated at LSL 1.20 per kg (after adjustment for processing ratio and costs) and the price of wheat is similarly estimated at LSL 1.9/kg. Wool and mohair are sold on auction floors in South Africa. Currently, average prices are around LSL 20/kg for wool and LSL 15/kg for mohair.

2. Each crop is defined in terms of its main output, by-products and operating costs which comprise both inputs and labour. Yields are expected to increase gradually over a five year period. Labour inputs are defined for all crops but labour costs are not included in the financial budgets as it is assumed that all labour will be supplied by the household. In view of the significant variations in yields between the districts, crop budgets have been prepared for each district. The number of beneficiaries impacted by the Programme is based on assumptions about the adoption rates for various interventions but, given the client-driven nature of the Programme, these can only be notional. The following is a summary of the estimated number of households directly benefiting from various Programme activities:

	No. of beneficiary households
Sheep and goat interventions	14 880
Traditional rainfed farming	7 532
Machobane farming system	2 156
Backyard gardens	1 490
Micro-scale irrigated farming system	<u>213</u>
Total	26 271

3. The financial analysis shows that incremental net incomes with the programme range from LSL 149 (for the improved TRS) to LSL 3 590 (for MFS and improved sheep rearing). The farm models indicate that only the MFS offers the potential for a significant increase in household income, estimated at around LSL 3 000 per year. The TRS and livestock improvement interventions increase farm incomes by only 15-30%, contributing to an incremental income of up to LSL 890. The impact of these interventions results in annual agricultural incomes to the households ranging from less than LSL 1 000 to over LSL 5 000. While these farm models do not represent the entire household income, the ability of the programme interventions to contribute to alleviating poverty can be gauged by comparing the resulting net incomes to the poverty line income which is broadly assessed at around LSL 3 500-4 000 per household. This indicates that, even with improvements, the TRS remains a marginal activity. For those households without livestock, traditional crop production can only provide one third of the poverty line income, while for those who also have livestock, income generated still remains below the poverty threshold. Adoption of the MFS will, however, raise farm incomes to or above the poverty line threshold.

4. The farm models indicate that households with an average of 2.5 acres of land are able to meet around 60% of their grain requirements. Improvements in the TRS with the programme will increase



this proportion to 70%. Households engaging additionally in improved sheep rearing will earn an incremental income of LSL 430, enabling them to meet their household requirements for grains. For households with goats, adoption of improved practices will yield an incremental income of only LSL 140, which would still not enable the family to meet its basic food requirements. Households adopting the MFS will become self-sufficient in grain production. The farm models for households dependent on livestock only indicate that their incomes will be adequate to meet their needs. The interventions proposed under the programme involve minimal incremental labour requirements. Although the MFS is labour-intensive, the area per household under field crops will be reduced from 2.5 acres under present farming practices to 1 acre; and, as a result, the net increase in family labour requirements amounts to only 3 man/days per year. The analysis indicates that the average household with 1.88 working members is well able to meet the requirements of the MFS. No incremental labour is required for the livestock production improvements.

5. Overall, the programme interventions will result in an annual increase in grain equivalent production of around 1 650 t. However, as the MFS will have the main impact on crop production, most of this increase is represented by potato production (8 600 t) with increases in maize production balanced by reductions in wheat production resulting from the reduction in the cropped area under the MFS. The annual increases in livestock products at full development amount to 100 t of wool, 30 t of mohair, and 320 t of meat. The increased production is most unlikely to produce gluts and falling prices. Only 7% of households in the programme area are able to meet their basic food requirements and thus incremental production will be largely absorbed by home consumption. In addition, wool and mohair will have well-established outlets, organized marketing systems and high demand, especially with improved quality as a result of programme interventions.

6. **Economic analysis.** The key outputs (wool, mohair, cereals) are sold and purchased on the world market and hence the economic values are reflected by the financial prices. Incremental labour requirements are minimal but are largely required for weeding and harvesting which represent the peak requirements for labour in the rural areas. However, even at these times, there is a surplus of labour and hence the shadow wage rate has been estimated at 75% of the prevailing rate for labour for weeding of LSL 5 per day. Analysed over 15 years, the internal rate of return would be 18%. The ERR is relatively stable - a 10% decrease in benefits would reduce the rate of return to 15% while a 10% increase in costs would decrease the ERR to 16%. A delay in the benefit stream of one year would reduce the ERR to 13%.

7. The programme's overall economic benefit will be largely carried by the livestock interventions, accounting for around 60% of the incremental benefits. This reflects the area's traditional resource base. Since the overall level of productivity for both crops and livestock in the programme area is so low, the level of the ERR is not unexpected, particularly as the interventions required to make significant improvements from the farmers' side primarily involve management and the costs are minimal.